

PER
C-46
CON

Cité libre

VOLUME XX • NUMÉRO 7 • SEPTEMBRE 1992 • 3,50 \$

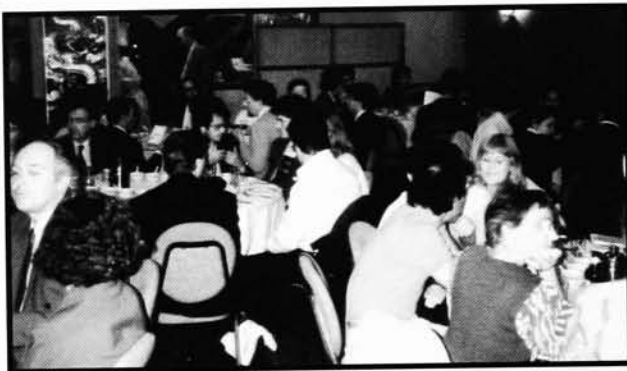
Cité libre rencontre
John Kenneth Galbraith
Gérard Pelletier a relu
Lionel Groulx



7
ALTE
92

LES DÎNERS DE *Cité libre*

DES ÉVÉNEMENTS À NE PAS MANQUER



E n s e m b l e

O n é c o u t e . . .

O n d i s c u t e . . .



Esther Delisle, Jean-Louis Gagnon, Jacques Renaud,
Jacques Henripin, Albert Breton, Ovide Mercredi,
Charles Taylor, D'Iberville Fortier...

n c a u s e . . .



O n r i g o l e . . .



*e t o n
m a n g e . . .*



Question(s)

ANNE-MARIE BOURDOUXHE

Bourassa l'a promis, Mulroney le prépare, nous aurons peut-être deux référendums cet automne. Sur quoi allons nous nous prononcer? Sur la souveraineté du Québec? Sur le Sénat «à trois E»? En ce 11 août, au moment où j'écris ces lignes, nous ne le savons pas encore. Mais une chose semble sûre, la question ne sera certainement pas celle que nous proposent Éric Devlin et Stephen Schecter.

Gérard Pelletier a lu *Antisémitisme et nationalisme d'extrême-droite dans la province de Québec: 1929-1939* — la thèse de doctorat d'Esther Delisle, qui a offusqué tant de nationalistes.* — et relu les *Mémoires* et l'*Appel de la race* du chanoine Lionel Groulx. Il nous dit pourquoi «en lisant Delisle, je me réjouissais de compter plusieurs années de moins que les militants *Jeune-Canada*».

Robert La Palme a caricaturé Groulx. Pas souvent, une seule fois. C'était en 1934 dans l'*Almanach de la langue française*, alors que ce dernier n'était encore que «M. l'abbé Lionel Groulx, auteur de *La Naissance d'une Race*».

«Les pays de l'Europe de l'Est et de l'ancienne Union soviétique ont échangé un système économique qui fonctionnait très médiocrement pour un système qui, pour l'instant, n'existe pas encore» rappelle John Kenneth Galbraith à Louis-Philippe Rochon qui nous rapporte sa conversation avec lui cet été sur l'avenir du capitalisme.

De passage au pays, après un séjour en Allemagne où il retourne ce mois-ci, Yves Couture a lu l'analyse qu'Andreas Minkofski a publié dans le numéro de juillet-août sur la situation de l'Allemagne dans l'Europe d'aujourd'hui. Ce qui l'a incité à réfléchir sur le réalisme politique.

La responsabilité est un argument qu'on nous sert à toutes les sauces et qui ressurgit d'ailleurs souvent dans les discussions du comité de rédaction de *Cité libre*. Mais qu'entend-t-on par responsabilité? C'est le thème éthique qu'a choisi d'évoquer le grand philosophe français Paul Ricoeur lors de la collation des grades des facultés des Arts, de Musique et des Sciences religieuses de l'Université McGill, en juin dernier, et que nous reproduisons ici.

Tout comme des milliers de Montréalais et de visiteurs venus célébrer les 350 ans de Montréal, Louise Landry-Balas a vu *Le grand jeu de nuit*, la fresque historique que le Théâtre sans fil donnait sur le parvis de Notre-Dame cet été. Elle se demande ce qu'en penserait la recherchiste des fêtes du 400^e anniversaire de Montréal...

Louis Cornellier et Paul-Christian Nolin se sont peut être

vus deux ou trois fois. Or, curieusement, l'un et l'autre m'ont proposé, à quelques jours d'intervalle, de faire «flèche de tout bois» comme dans la *Cité libre* des années cinquante-soixante. De Joliette, Louis Cornellier nous balance ses *Coups de gueule autour de la petite actualité* tandis que, de Percé, Paul-Christian Nolin nous tire ses *Flèches du Parthe*.

«On n'a pas idée de l'atmosphère étouffante de ces années-là» rappelle Gérard Pelletier à propos du Québec des années trente. Son contemporain, l'écrivain Réal Benoît l'évoque d'ailleurs de façon saisissante dans l'entrevue posthume qu'il accorde à Marie Desjardins, sa biographe. «À cinq ans, petit pensionnaire, on m'obligeait à observer un rite pour le moins tordu. Chaque soir, au moment d'aller se coucher, les soeurs nous enfermaient dans une pièce, et là, à la lueur des candélabres, on fixait, épouvantés, un tableau représentant des diabolins cornus, à queues fourchues et pieds de bouc, qui sortaient leurs langues pointues en brandissant des faux bien acérées. Si on péchait, on irait là, nous disaient les soeurs. Et on s'endormait là dessus.»

C'est *No New Land*, roman de l'écrivain torontois M. G. Vassangi, qui a retenu l'attention de Danielle Miller dans son investigation de la littérature canadienne d'aujourd'hui. Car cet ouvrage traite d'un sujet d'actualité: les difficultés d'intégration des immigrants du Tiers Monde à la société industrialisée. Et si Vassangi ne ménage pas les WASP de Toronto, il n'est pas plus tendre à l'égard de ses compatriotes tanguiniens.

Jean-Paul Murray a lu *The Malaise of Modernity* de Charles Taylor, bien connu d'un océan à l'autre pour ses déclarations dans le cadre du débat constitutionnel et ses convictions sociales-démocrates. Mais c'est le Taylor philosophe, l'auteur des *Sources of the Self: The Making of the Modern Identity* — dont on a dit à travers le monde qu'il était l'un des ouvrages philosophiques les plus importants du dernier quart de siècle — que Murray aborde dans ces pages.

À ceux qui commencent par la fin, Karine Carrier, notre ado. chérie, offre un poème en prose, une *planète atomique* qui a inspiré Guy Poirat...

Bonne lecture. ☺

* Vous pouvez d'ailleurs en juger par vous-même en vous procurant l'adaptation qu'en a faite Esther Delisle pour les éditions l'Étincelle et qui s'intitule *Le Traître et le Juif: Lionel Groulx Le Devoir et le délire du nationalisme d'extrême droite dans la province de Québec 1929-1939*.

À qui appartient *Cité libre*?

Dans sa livraison de février 1951, soit la deuxième année de son existence, *Cité libre* répondait à cette question de la façon suivante: «Personne ne possède la revue. Tirée à 500 exemplaires, le premier numéro nous coûtait 250 dollars. Les dix collaborateurs ont misé chacun 25 dollars et sont rentrés dans leurs fonds en distribuant chacun cinquante exemplaires à 50 cents pièce. Les administrateurs de carrière souriront; nous sourions aussi».

En janvier 1960, pour marquer son dixième anniversaire, *Cité libre* s'est réorganisée. Devenue mensuelle, elle s'est constituée en coopérative d'édition en bonne et due forme comptant environ une centaine de membres. Et les portes ne sont pas fermées.

Lors de l'Assemblée générale de ses membres, tenue le 9 décembre 1991, *Cité libre* a fait peau neuve en décidant de poursuivre ses activités sous le nom d'une compagnie nommée *Cité libre Information*, incorporée le 10 février 1992 en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies du Québec. Comme c'était le cas pour l'ancienne coopérative, tous les membres de cette corporation sont les propriétaires de la revue. Réunis en Assemblée générale annuelle, ils élisent un Conseil d'administration qui, à son tour, choisit le directeur de la Revue.

S O M M A I R E

VOLUME XX • NUMÉRO 7 • SEPTEMBRE 1992

- 3 Question(s) Anne-Marie Bourdouxhe
5 What is the question?
Quelle est la question ? Éric Devlin
7 Et si on se mettait à la hauteur de Gould? Stephen Schecter
9 «Les esprits faibles qui croient à la démocratie...» Lionel Groulx Gérard Pelletier
13 Le capitalisme — *Cité libre* rencontre
John Kenneth Galbraith Louis-Philippe Rochon
17 À propos de l'Allemagne Yves Couture
19 «Un autre, en comptant sur moi me rend comptaible de mes actes» Paul Ricoeur
21 Montréal et son histoire Louise Landry Balas
22 Coups de gueule autour de la petite actualité Louis Cornellier

A R T S E T L E T T R E S

- 24 Quelqu'un pour l'écouter Marie Desjardins
28 Pays nouveaux, sentiments anciens Danielle Miller
30 Le malaise de la modernité Jean-Paul Murray
32 Les flèches du Parthe Paul-Christian Nolin
33 Planète atomique Karine Carrier

Illustration de la page couverture : «CONFONDU» par Robert La Palme

Cité libre

Cité libre Information

Conseil d'administration

Jean-Pierre Goyer, président
Kimon Valaskakis, vice-président
Guy Sarault, secrétaire
Roxane Roy, trésorière
Jean-Pierre Bourdouxhe, Jacques Hébert,
Paul-Christian Nolin, Gérard Pelletier

Rédaction

Directrice de la revue:
Anne-Marie Bourdouxhe
Secrétaire de rédaction:
Angéline Fournier
Comité de rédaction:
Louise Landry Balas, Jean-Pierre Bourdouxhe,
Robert Davies, Louis-Philippe Rochon,
Gérard Pelletier, Stephen Schecter,
George Tombs.
Révision de texte:
Marie Desjardins
Illustration:
Robert La Palme, Guy Poirat
Photographie:
Marie Pierre

Production

Infographie: Claude Guérin,
Photocomposition: Typographie Saps
Impression: Inverglobe inc.
Photomécanique: Photo Synthèse

ADRESSES

Siège social

Bureau 2500,
1250, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal, QC H3B 4Y1
Tél.: (514) 846-2317 / Télécop.: (514) 846-3427

Rédaction

3846, ave du Parc Lafontaine
Montréal, P.Q. H2L 3M6
Tél.: (514) 398-6754
Téléc.: (514) 398-7364

Service d'abonnement

PERIODICA
C.P. 444, Outremont
P.Q. H2V 4R6
Tél: Région de Montréal: (514) 274-5468
Tout le Québec et l'Outaouais: 1-800-361-1431
Téléc.: (514) 274-0201

Vente au numéro

MESSAGERIES DE PRESSE BENJAMIN
0160, Jean Milot
Lasalle, P.Q. H8R 1X7
Tél.: (514) 364-1780
Téléc.: (514) 364-7245

Vente aux libraires

DIFFUSION DIMEDIA
539, boul. Lebeau
Ville St-Laurent, P.Q.
H4N 1S2
Tél: (514) 336-3941
Téléc.: (514) 331-3916

Dépôt légal: 2^e trimestre 1991

ISSN:1183-7144

Envoi de publication: enregistrement no. 10123

What is the question? Quelle est la question?

ÉRIC DEVLIN

Si nous en croyons les propos respectifs de Brian Mulroney et de Robert Bourassa, nous subissons cet automne deux référendums, l'un pan-canadien, l'autre pan-québécois pour déterminer notre avenir constitutionnel. Jamais dans l'histoire de l'humanité a-t-on vu tel souci de démocratie. Cependant, à quelques jours de la consultation, nous ignorons, dans les deux cas, le propos et les enjeux de la question. Les rumeurs les plus folles courent autour des questionnements de Robert Bourassa. Les scénarios les moins confus imaginent une question alambiquée où le oui et le non seraient à l'unisson du pareil au même. Dans le cas fédéral, la subtilité de la pensée mulroneyenne laisse présager nécessairement une question du genre: «Voulez-vous êtes riches et heureux?».

Admettons que nous parvenions à dégager un consensus sur ce point à savoir que le Canada a été fondé par trois pelés et deux tondus. So what! Cela ne règlera en rien les problèmes constitutionnels du Canada qui ne sont plus d'ordre historique mais bien existentiel.

Devant l'amphigourique débat constitutionnel et la confusion des genres, je crois qu'il n'y a qu'une seule question qui soit possible pour clarifier à jamais le concept d'état canadien et le statut du Québec. Cette question ne porterait ni sur la souveraineté du Québec ou un quelconque traité de l'union car l'indépendance est une question très relative dans cette ère de création de grands marchés communs. Il va donc de soi qu'il y aura toujours des liens commerciaux entre le Québec et le reste de l'Amérique. Cette question portera encore moins sur la nature du Sénat parce que la majorité des Canadiens en n'ont rien à branler de cette royale voie de garage (exception faite des principaux intéressés). Portera-t-elle sur le nombre de peuples fon-

dateurs du Canada ? Encore faudrait-il que les autochtones s'entendent sur le nombre de tribus qui peuplent le Canada.

Admettons que nous parvenions à dégager un consensus sur ce point à savoir que le Canada a été fondé par trois pelés et deux tondus. So what! Cela ne règlera en rien les problèmes constitutionnels du Canada qui ne sont plus d'ordre historique

Le bilinguisme est une richesse culturelle immense; il est synonyme d'ouverture sur d'autres réalités; il est aux antipodes du melting-pot américain qui broie ses nouveaux citoyens dans le même moule en effaçant de leur mémoire leur origine et leur langue.

mais bien existentiel. En effet, comment définir un pays sans parler de culture? Et comment parler de culture sans parler de langue? Le Canada est toujours tributaire du rêve de Pierre E. Trudeau qui a cru trouver dans le bilinguisme une solution à l'insécurité des francophones et à la frontière floue entre le Canada anglais et notre voisin du sud.

Le bilinguisme est une richesse culturelle immense; il est synonyme d'ouverture sur d'autres réalités; il est aux antipodes du melting-pot américain qui broie ses nouveaux citoyens dans le même moule en effaçant de leur mémoire leur origine et leur langue. Certains États du sud ont même adopté une loi linguistique pour réaffirmer devant l'afflux d'immigrants hispaniques que l'anglais est, et sera la seule langue officielle.

Malheureusement le rêve libéral s'est embourbé dans un bilinguisme de façade, où prime le fonctionnel et non pas l'amour de la langue. Il faut voir avec quelle angoisse les fonctionnaires fédéraux passent régulièrement leur test objectifs de bilinguisme uniquement pour toucher une prime annuelle de 800 \$. L'usage quotidien de l'autre langue est une chimère dans la fonction publique fédérale. Récemment le discours a encore changé sur cette notion de bilinguisme. On ne parle même plus de la langue en tant qu'outil fon-

tionnel de communication (ce qui est un minimum) mais en termes économiques. A-t-on les moyens, au cours de cette récession, de favoriser le bilinguisme? N'est-ce pas une dépense superflue?

Une langue n'est pas une question d'argent. Une langue c'est l'âme d'un peuple. C'est bien évident que du point de vue strictement comptable, les Russes, les Japonais, les Suédois et tous les autres petits peuples de moins de 200 millions d'habitants devraient abandonner leur langues au profit de l'anglais, de l'arabe, de l'espagnol ou du chinois. Ils feraient d'énormes économies en traduction. Mais l'âme d'un peuple n'est heureusement pas comptable et les Russes parleront russe pour les siècles des siècles.

Nous en arrivons donc à poser l'unique question qui est à l'origine du débat constitutionnel mais qui malheureusement a été noyée dans une vague de revendications farfelues allant jusqu'au droit de propriété des lopins de terre de l'Ile-du-Prince-Édouard, qu'il nous serait interdit d'acheter si nous ne sommes pas insulaires. Voulons-nous une ou deux langues officielles au Canada? Si la mentalité comptable prévaut, alors il ne restera plus aux francophones qu'à s'assimiler ou à se séparer. L'avenir n'aura plus aucune ambiguïté.

Et si, par je ne sais trop quel miracle, l'ensemble des Canadiens désire que le premier article de leur nouvelle constitution affirme l'égalité de deux langues officielles, alors nous aurons le plus beau et le plus grand défi intellectuel à réaliser au cours des prochaines générations: développer l'amour de deux langues, de deux littératures, de deux pensées chez l'ensemble des Canadiens. Cela signifie également que Statistique Canada cessera de compter les anglais et les français pour savoir qu'elle proportion des budgets ira à chacune des parties. Radio-Canada aura le même budget pour son réseau français que pour son réseau anglais. Les bibliothèques de chaque village offriront un choix égal et varié de livre en français et en anglais. C'est le prix à payer pour être un pays vraiment bilingue. Alors il n'y aura pas seulement le Québec qui sera distinct. Le Canada le sera tout

autant des États-Unis et pour toujours.

Dans *La Guerre du faux*, Umberto Eco décrit les magnifiques stèles anciennes que possède un prestigieux musée californien. Quel ne fut pas sa surprise de découvrir que non seulement lui, grand érudit, mais également tous les visiteurs du musée étaient capables de lire des inscriptions écrites en langues étrangères sur ces pierres. Le caractère des lettres était

Et si, par je ne sais trop quel miracle, l'ensemble des Canadiens désire que le premier article de leur nouvelle constitution affirme l'égalité de deux langues officielles, alors nous aurons le plus beau et le plus grand défi intellectuel à réaliser au cours des prochaines générations: développer l'amour de deux langues, de deux littératures, de deux pensées chez l'ensemble des Canadiens.

typé mais la langue utilisée était l'anglais. Les stèles étaient donc fausses et travesties pour que l'Américain moyen puisse les décrypter. C'est alors qu'Umberto Eco a compris pourquoi les Américains en voyage sont toujours étonnés qu'on ne les comprenne pas. Leurs institutions culturelles les plus prestigieuses leur font croire que l'anglais et le grec ancien c'est du pareil au même.

Au Canada, les boîtes de céréales et les fonctionnaires fédéraux sont bilingues. Le pays est loin de l'être pour autant. Et c'est cette question qu'il faudra trancher pour que l'on puisse enfin parler de culture québécoise ou canadienne. Le reste de la discussion et du partage des pouvoirs n'est que de la plomberie comptable standard. ☞

Cité libre rencontre ses lecteurs

LE JEUDI 10 SEPTEMBRE 1992

INVITÉ

Gérard Pelletier

Journaliste, syndicaliste, homme politique,
diplomate, fondateur de *Cité libre*

**«Entre hier
et demain»**

Renseignements et réservations : (514) 527-7719

Et si on se mettait à la hauteur de Gould?

STEPHEN SCHECTER

«**E**ncore!» criait Oliver Twist lorsqu'il voyait sa soupe disparaître et qu'il restait sur sa faim. Pour cette réclamation tout à fait normale il a reçu des claques. Nous, cent ans après et légèrement rassasiés, nous continuons de crier «encore!», et pour nos peines on nous invite à dîner chez le premier ministre. À son chalet d'été, rien de moins. Mmmmm!

Dix chefs provinciaux, un peuple autochtone à la barrière, une multitude d'ombres de lobbies, une ruche de journalistes et un scénario tellement usé qu'on se demande plutôt ce qu'ils vont manger au repas. Du moins, cher lecteur et chère lectrice, moi je me le demande, tanné que je suis de cette autre pénultième tournée de discussions dites constitutionnelles où nos Oliver Twist contemporains vont revendiquer, de nouveau, des offres, des concessions, des pouvoirs, pour que dix jours après on puisse écrire non, et dix ans après on puisse tout recommencer. Je sais. La vie n'est pas un long fleuve tranquille.

Pourquoi le Québec, n'irait-il pas à Ottawa pour exiger la reconnaissance du fait français, non pas pour le Québec mais pour le Canada? Pourquoi le Canada anglais, n'agirait-il pas pareillement?

Mais peut-être que la rencontre n'aura pas lieu. Peut-être n'y aura-t-il rien qui pourra ramener le Québec à la table de négociation et, dans ce cas, au lieu d'aller au festin des lacs de la Gatineau, nous irons aux urnes référendaires pour voter sur la souveraineté du Québec. Deuxième scrutin d'une série de sept, où il faut gagner par deux. Pourquoi pas? Qui veut vraiment mettre fin à ce jeu national? Qui veut vraiment exercer un peu de leadership politique, dire à haute voix, sans menaces ni chantage, que le Canada anglais, pas plus que le Canada français, ne veut la disparition du pays? Dire pire encore : qu'au fond chacune des deux parties est très attachée, non seulement à l'entité mythique qu'elles considèrent toutes les deux comme une vache à lait — quelque chose dont il faut constamment faire le bilan pour voir si cela en vaut toujours la peine — mais

encore qu'elles sont attachées l'une à l'autre et prête à défendre l'autre partie, à la concevoir comme la doublure d'un manteau réversible.

On dit que le Québec a toujours dit oui au Canada. Mais comment? En y restant? Le Canada anglais, ne peut-il pas en dire autant? Qu'est-ce que c'est que cette idée qui veut que nous restions pour juger des offres, pour voir si le Canada, à qui on a toujours dit oui si fortement que nous en demeurons à l'extérieur, si ce Canada à eux veut vraiment de nous? Est-ce que c'est par leurs offres que nous le saurons?

Pourquoi le Québec n'irait-il pas à Ottawa pour exiger la reconnaissance du fait français, non pas pour le Québec mais pour le Canada? Pourquoi le Canada anglais n'agirait-il pas pareillement? À moins que chacun n'ait déjà décidé qu'il se fiche du Canada, que ce qu'il veut c'est ce qu'il peut en tirer pour lui-même et, dans ce cas, l'histoire lamentable de ce pays devient un marteau à cogner sur la tête de l'autre, un long discours de ressentiment: *What does Quebec want? See what they've done to us! It really isn't worth it.* N'est-ce pas cela la vraie question, cher lecteur et chère lectrice? Ne savons-nous pas tous que nous voterons non à l'indépendance, que l'indépendance ne se fera pas parce qu'Ottawa a présenté des offres inacceptables, parce que Harrington est en-dessous de Meech et qu'il faut un référendum à l'automne? Est-ce possible d'être bête de même? Mais oui, regardez la Yougoslavie. Qui aurait cru avant la dégringolade que la revendication nationaliste aurait aboutie à Sarajevo? Il ne faut jamais, cher lecteur et chère lectrice, sous-estimer la bêtise humaine. Lisez Balzac si vous ne me croyez pas. Il est plus méchant que Dickens.

Tout cela est vieux comme le monde, et c'est peut-être pour cela que l'on n'ose pas le dire. C'est ça aussi le postmodernisme, son versant positif cette fois-ci, celui qui nous permet d'en finir avec les petits mensonges rancuniers qui traînent depuis des siècles pour confronter la vie dans toute sa sale dureté, dans toute sa beauté également. Quel est le drame de ce pays nommé Canada, de ce pays qui n'en est pas un, dont on essaye de faire quelque chose depuis la Confédération, un rêve ferroviaire, un champ hydro-électrique, une toile du groupe des Sept?

C'est le drame des gens qui se cherchent, qui refusent de se hausser à la mesure de ce qui leur échappe, de ce qui leur échappe vers le haut. Pas pour nous le bilinguisme, trop

coûteux, trop difficile, trop mêlant pour les petits enfants, et ainsi les Canadiens *from coast to coast* répètent-ils dans les conversations autour de leurs barbecues la même logique qui anime leurs élites politiques, contre lesquelles ils rechignent après coup. Or, il faut faire comprendre aux gens de l'Alberta et de la Colombie britannique que le Canada est aussi français, même avec le quart de la population franco-

Est-ce trop demander à nos concitoyens de montrer au monde comment deux cultures peuvent vivre ensemble parce que chacune a embrassée l'autre, par choix, par désir, par curiosité pour ce grand monde qui nous entoure?

phone, et qu'il leur faut en être fiers. Que c'est leur devoir d'apprendre la langue de Molière et de Montaigne. Que ça leur fera du bien. Que ce n'est pas du tout une question de sous mais plutôt de culture, et qu'il faut commencer avec la culture qui est là, à notre portée. Est-ce trop demander à nos concitoyens de montrer au monde comment deux cultures peuvent vivre ensemble parce que chacune a embrassé l'autre, par choix, par désir, par curiosité pour ce grand monde qui nous entoure? Non pas la tolérance indifférente, le pluralisme *cool* qui doit faire la paix avec l'autre parce que sinon le dollar baissera, mais l'ouverture au monde dont on fait tellement l'éloge de nos jours, cette ouverture que nous évoquons pour montrer combien nous sommes démocratiques et, oui, postmodernes.

Pourquoi alors monsieur Bourassa ne va-t-il pas chez le premier ministre demander que le Canada s'engage à faire de ce pays un pays bilingue? En demander autant de ces homologues des dix provinces et ainsi voir s'ils pensent que le Canada en vaut la peine? Cela suscitera un débat, dira-t-on. Bien sûr, mais enfin un débat qui aurait de l'allure, et dont la résolution positive réglerait d'emblée le caractère distinct de la société québécoise en le plaçant au coeur du Canada. Si on veut jouer au poker, le moment est venu de les forcer à montrer leurs cartes, pour voir si la vieille alliance au coeur de ce pays entre le Bas et le Haut Canada tient toujours, a jamais existé. Que les autres enfin, avec toutes les revendications qui leur sont propres, reconnaissent que le Canada c'est d'abord cela, de façon incontournable. On verra bien qui dit oui et qui dit non ; sauf que, pour le moment, il n'y a personne qui veut en parler, alors que c'est le seul enjeu véritable dans ce débat qui n'en finit pas, et qui n'en finira pas, tant et aussi longtemps qu'on ne le soulèvera pas.

Je crains cependant, cher lecteur et chère lectrice, que nous ne voulions pas en parler, tout comme nous ne voulons pas parler de bien d'autres choses qui risquent de nous coincer, de nous obliger à prendre certaines choses au sérieux : nous, la vie, le monde dont nous avons hérité. L'histoire ou l'avenir. La bêtise et la pauvreté. Ce qui ronge l'âme et le corps. Est-

ce possible que nous nous foutions de tout, du chômage à Terre Neuve, de la langue française au Québec, de la littérature à Toronto, du coucher de soleil dans l'Ouest? Peut-être préfère-t-on se bagarrer sur un Sénat de triple E parce qu'ainsi nous n'avons pas à nous poser de questions sur des choses qui nous paraissent évidentes, parce qu'ainsi nous pouvons continuer à débiter nos litanies, à les tricoter jusqu'à la fin de nos jours? Pour que l'épithète des Canadiens se lise comme suit : ci-gît une bande de caves. Oui, des caves, parce qu'incapables de faire autre chose que de refuser de dire que nous avons quelque chose à donner au monde, à faire dans le monde, à montrer au monde; autre chose que ces quelques arpents de neige, quelque chose de spécifiquement à nous. Comme un savoir-vivre intelligent. Comme une détermination à devenir cultivés en deux langues. Comme une modification constitutionnelle qui permet aux autochtones de gâcher leur vie comme ils le veulent. Comme...comme...

Vous voyez, cher lecteur et chère lectrice, comme vous, peut-être, j'en ai vraiment marre de ce débat constitutionnel et surtout des termes dans lesquels il se pose. Je ne crois pas que ce soit simplement de la poudre aux yeux pour privatiser les sociétés publiques et pour réorganiser l'économie selon les règles de jeu du pur marché. Je ne crois même pas qu'il faille le suspendre parce qu'il y a d'autres problèmes plus importants à régler, tel le chômage, bien que je croie qu'il faille s'y attaquer. Mais le chômage c'est comme la constitution. Il ne se résoudra pas par des appels idéologiques, ni au marché ni à Keynes. Il nous faudra chercher à savoir comment assurer un système de bien-être qui tienne compte du chômage en tant qu'élément structurel d'une économie de marché au sein d'une société en transformation technologique constante. Comment l'assurer en n'infligeant pas de blessures aux gens qui en font les frais, ni en courant à la faillite. Et pour cela il faut commencer par reconnaître que les vieux discours et les vieilles pratiques ne marchent plus. De nouveaux paramètres s'installent. Mieux vaut y prêter attention.

Être attentif. Éveillé à la vie. Ne pas mourir d'ennui, ni de bêtise. Ne pas se lécher les babines parce que l'esturgeon servi par le premier Ministre fut délicieux et que le Québec a été intégré au Canada au prix d'une tricherie qui laisse croire que le problème du Canada est réglé et que l'on peut revenir à nos bonnes vieilles habitudes. Ne pas se satisfaire d'un arrangement qui n'a pas demandé carrément aux Canadiens s'ils veulent se donner comme but national de parler le français et l'anglais, de les parler bien, et de faire de cet objectif la pierre angulaire d'une raison d'être nationale. Revenir sur l'histoire pour finalement en faire quelque chose de bien après avoir fait tant de mal. Se dire enfin qu'on peut se dépasser, et que même le Canada a quelque chose à apprendre au monde, à laisser dans la poubelle éternelle de l'humanité.

James Joyce a déjà écrit que l'Irlande est une vieille truie qui mange ses petits. L'Irlande est toujours debout mais l'humanité demeure plus endettée face à Joyce qu'à son pays, qui ne savait pas l'apprécier. On peut même aller plus loin et se demander que deviendrait l'Irlande si elle se mettait à la hauteur de Joyce. Au Canada on avait Glenn Gould, qui a légué à l'humanité sa version des Variations Goldberg de Bach. Et si on se mettait à la hauteur de Gould? ☞

«Les esprits faibles qui croient à la démocratie...»

— (Lionel Groulx)

GÉRARD PELLETIER

Madame Esther Delisle a rédigé une thèse de doctorat, en voie d'évaluation par l'Université Laval, intitulée: *Antisémitisme et nationalisme d'extrême-droite dans la province de Québec: 1929-1939*. Dès que le texte en fut connu, de nombreux nationalistes, offusqués, ont dénoncé l'auteur comme si elle avait écrit un pamphlet dirigé contre l'historien Lionel Groulx.

J'aurais compris, pour ma part, qu'on s'en prît d'abord au titre de l'ouvrage; il en décrit très incomplètement le contenu.

Or, cette thèse n'est pas un pamphlet; le texte en est serein et les conclusions d'Esther Delisle ne dépassent en rien ses prémisses. De plus, elle ratisse beaucoup plus large que ne le laissent croire ses critiques; une bonne cinquantaine de personnes — militants *Jeune-Canada*, collaborateurs de l'*Action française*, de l'*Action canadienne-française*, de l'*Action nationale* et du *Devoir* — sont mis en cause, au même titre que l'abbé Groulx. Enfin, au sujet de ce dernier, de trois choses l'une: ou bien les nationalistes offusqués n'ont pas lu la thèse en question, ou bien ils n'ont jamais lu l'oeuvre du chanoine Groulx, ou bien ils ne se sont pas donné la peine de la relire avant de prononcer leur condamnation. Car le travail de M^{me} Delisle est si solidement fondé sur des citations nombreuses et irréfutables, ses commentaires s'en tiennent si rigoureusement à la lettre et à l'esprit des textes qu'elle étudie, sa connaissance des ouvrages cités est si profonde, qu'on saisit mal ce qui soulève l'indignation de ses critiques.

J'aurais compris, pour ma part, qu'on s'en prît d'abord au titre de l'ouvrage; il en décrit très incomplètement le contenu. En effet, l'auteur n'établit pas seulement que le chanoine Groulx, les *Jeune-Canada* et *Le Devoir* des années 30 ont fait preuve d'antisémitisme; elle démontre aussi qu'ils méprisaient profondément la démocratie parlementaire et flirtaient sans

vergogne avec le fascisme européen.

On a dit que ces attitudes, aujourd'hui condamnées avec la dernière énergie, étaient largement admises, sinon unanimement approuvées, par nos «élites intellectuelles» de l'époque, ce qui est exact. L'antisémitisme n'était pas alors le fait de petits groupes fanatisés; on en trouvait partout les traces honteuses au sein de notre intelligentsia. Même nos chefs spirituels, que j'ai beaucoup fréquentés dans les années 40, n'en étaient pas tous exempts. Ils l'exprimaient uniquement dans l'intimité, à mots couverts, comme Groulx lui-même, qui maquillait de pseudonymes ses propos contre les juifs — sans doute parce que, conscient de son sacerdoce, il mesurait la contradiction entre ses sorties antisémites et la religion d'amour qu'il était censé prêcher.

L'antisémitisme clandestin était alors fort répandu — et pas seulement chez nous. Qu'on songe à la remarque griffonnée par un fonctionnaire fédéral dans la marge d'un document destiné à établir quel nombre de juifs allemands persécutés il convenait d'accueillir au Canada: «*None is too many*» avait écrit ce conseiller anonyme du gouvernement.

J'e sais, en tous cas, que j'ai applaudi à tout rompre, à Québec, l'été suivant, quand l'abbé Groulx a prononcé, au congrès de la langue française, l'un des plus fameux discours de sa carrière.

De même, la sympathie pour les régimes autoritaires était presque générale au sein de l'intelligentsia québécoise. À cela, rien d'étonnant. Le manuel de philosophie en usage dans nos collèges, jusqu'à la seconde moitié des années 30, donnait la monarchie absolue pour régime politique idéal et ne voyait dans la démocratie qu'un pis-aller. Il faut se souvenir aussi que le corporatisme de Salazar et même celui de Mussolini nous étaient proposés en exemple, non seulement par

les fascistes du cru mais par certaines des plus hautes autorités.

On n'en finirait pas de démontrer qu'antisémitisme, antiparlementarisme et même mépris pour la démocratie faisaient partie de l'idéologie dominante au Québec, pendant la crise économique. Delisle cite Groulx qui publiait dans *l'Action*

Bien sûr, le racisme de Groulx n'est pas celui des camps de concentration. C'est son aïeul.

nationale de mai 1937, sous le pseudonyme d'André Marois, les lignes suivantes: «Les esprits faibles qui croient à la démocratie comme ils ne croient ni à l'Eglise ni au Christ, n'éprouvent qu'horreur pour le fascisme, quelque forme qu'il revête. Il n'empêche que certains peuples sont bien heureux qui, à cette heure, retrouvent, par cette forme politique, la plus magnifique renaissance.»

Sans doute ai-je lu, à l'époque, ces propos. *L'Action nationale*, tout comme *Le Devoir*, était l'un des très rares périodiques dont les collègues autorisaient la lecture à leurs pensionnaires. Peut-être même, à seize ans, me suis-je enthousiasmé pour ces idées, les seules qui nous étaient alors proposées comme interprétation des malheurs de ce temps. Je sais, en tout cas, que j'ai applaudi à tout rompre, à Québec, l'été suivant, quand l'abbé Groulx a prononcé, au congrès de la langue française, l'un des plus fameux discours de sa carrière. Il a fallu les mouvements d'Action catholique, la revue française *Esprit* et deux livres de Jacques Maritain : *La Question juive* et *L'Humanisme intégral* pour me dégager de cette gangue idéologique. Adolescent, on n'y échappait pas.

En lisant Delisle, je me réjouissais de compter plusieurs années de moins que les militants *Jeune-Canada*. Aurais-je été leur contemporain exact que j'aurais sans doute, comme eux, des rétractations à faire, des regrets à exprimer. On n'a pas idée, aujourd'hui, de l'atmosphère étouffante de ces années-là. J'en citerai un seul exemple.

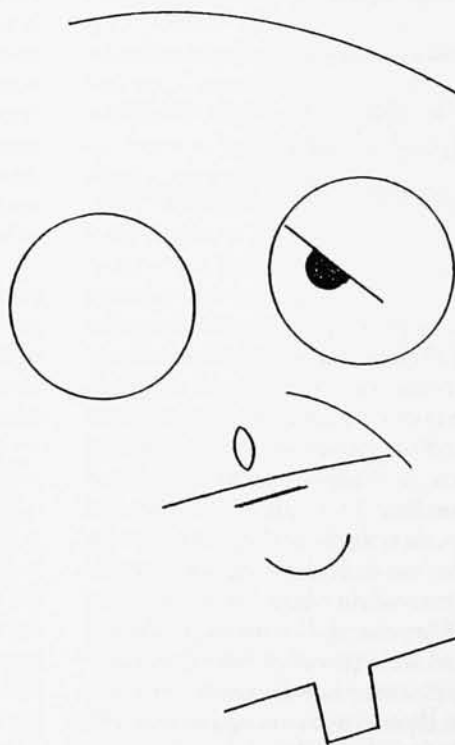
Peu de temps après mon arrivée à Montréal, après mes études dans deux «collèges de campagne», ayant publié dans un journal étudiant une protestation (dont la timidité me fait honte aujourd'hui) contre la déportation de familles juives par les nazis, je fus

l'objet d'une condamnation virulente. Au milieu d'une réception de sa coopérative, *La Familiale*, à laquelle il m'avait convié, M. Victor Barbeau s'approcha de moi et, devant tous ses invités, m'apostropha à voix haute sur le ton péremptoire qui était le sien: «Pourquoi protestez-vous contre ces déportations lointaines au lieu de dire à vos jeunes lecteurs comme il est cruel de traiter de «Macaronis», ici même, dans le quartier où nous sommes, leurs petits camarades d'origine italienne? C'est très pénible pour un marmot de se faire appeler «Macaroni»! Vous vous trompez de cible en déplorant la déportation des enfants juifs vers la Pologne ou ailleurs!» — Or personne, dans son auditoire, ne s'objecta à cette semonce — tandis que moi, je crevais de gêne et de confusion. J'aurais voulu m'enfoncer dans le parquet de la pièce!

Cela dit, est-ce une raison pour exempter de tout blâme l'historien Groulx, les *Jeune-Canada*, le directeur (et plusieurs collaborateurs) du *Devoir* des années 30?

Certainement pas.

D'ailleurs, plusieurs militants *Jeune-Canada*, dont Pierre Dansereau et André Laurendeau, ont fait d'eux-mêmes



«M. L'ABBÉ LIONEL GROULX

auteur de «La Naissance d'une Race», vu par
La Palme, in *l'Almanach de la langue française*
(19^e année) 1934. Éditions Albert Lévesque.

Le Devoir

amende honorable. Et le *Devoir*, sous la direction de Gérard Filion, un autre membre des *Jeune-Canada*, devait cesser, en 1947, d'être un journal antisémite et réactionnaire.

À l'opposé, on cherche en vain, dans l'oeuvre imposante de Groulx, la moindre rétractation des propos antisémites ou antidémocratiques qu'il a tenus ou publiés au cours de sa longue carrière. Même au soir de sa vie, dans les quelque mille cinq cent pages de ses mémoires, il ne fait qu'une seule mention des juifs: «Je ne suis, ai-je besoin de le dire, ni anti-anglais, ni anti-juif» (*Mes mémoires*, Tome III, p. 247).. Ai-je besoin... — Eh! oui, il avait grand besoin de le dire. Et quand on vient de relire son oeuvre et la thèse d'Esther Delisle, on ne peut pas, hélas, même s'il l'affirme avec cette assurance, le croire sur parole. Car nulle part il ne rétracte ses dénonciations de «... l'internationalisme juif, l'un des plus dangereux agents de dissolution morale et sociale à travers le monde», ni le jugement suivant, entre plusieurs autres: «Les Juifs ne sont pas seuls, assurément, à cultiver en serre-chaude la graine du communisme. Ils ont en tout cas la réputation auprès d'esprits graves — et c'est assez pour que nous ayons le droit de nous en méfier — d'en cultiver plus que les autres.» (*L'Action nationale*, juin 1933, p.365).

En parcourant l'ouvrage de Mme Delisle, je me suis demandé d'où elle tenait que les noms de plume Jacques Brassier et André Marois appartenaient à l'abbé Groulx. Mais quand je me suis plongé dans les *Mémoires* du chanoine, j'ai constaté que lui-même en réclamait ouvertement la propriété et prenait crédit de tous les textes signés de ces deux noms.

J'écrivais, au début du présent article, que les détracteurs de Mme Delisle n'avaient probablement pas relu les livres de Groulx. Cette affirmation reposait sur une expérience récente. Dans ma recension d'un livre de Bill Johnson: *Anglophobie made in Québec*, j'avais mis en doute que *L'Appel de la race*,

un roman de Groulx que j'avais lu au collège, fût un ouvrage à résonance raciste. Mais depuis, une seconde lecture m'a fait comprendre que Johnson ne se trompait pas. Piégé dans l'idéologie dominante des années 30, je n'avais pas saisi, alors, la vraie portée de cet ouvrage. Or, une relecture m'apprend aujourd'hui à quel point les maîtres européens de Groulx l'avaient persuadé de l'importance de la race comme facteur déterminant dans la formation de la personnalité. Bien sûr, le racisme de Groulx n'est pas celui des camps de concentration. C'est son aïeul. Mais l'amalgame que l'auteur du roman opère entre race, culture et formation intellectuelle, n'est certes pas de tout repos.

J'écrivais, au début du présent article, que les détracteurs de Mme Delisle n'avaient probablement pas relu les livres de Groulx. Cette affirmation reposait sur une expérience récente.

Je suis le moins qualifié des hommes pour porter sur la thèse de Mme Delisle (ni d'ailleurs sur l'oeuvre historique de l'abbé Groulx) un jugement universitaire. Il nous reste à connaître celui que portera le jury de Laval. Mais il n'est pas trop tôt pour affirmer que ce travail est très utile. Aux offusqués qui reprochent à l'auteur d'avoir «détérré» les jugements nocifs de notre intelligentsia nationaliste des années 30, il importe de rappeler la phrase suivante de Bernanos: «Quand on refuse de revenir sur le passé, c'est le passé qui revient sur nous».

Après tout, le passé en question n'est pas si éloigné... Non ? ☞

Errata

1. Mes excuses à Andreas Minkofski pour avoir fait sauter «Allemagne dési» (reuse) à la transition de la page 16 à la page 17 de son article intitulé *Cette éternelle obsession de l'hégémonie allemande*, paru dans le numéro de juillet-août 1992. Andreas Minkofski s'excuse à son tour auprès des lecteurs de *Cité libre* pour les avoir induits en erreur: c'est en effet le 27 avril 1992 et non le 27 août 1991 que les fonctionnaires de l'Allemagne de l'Ouest se sont mis en grève.

2. Ceux et celles qui ont lu *Vers un Canada sans les «Canadiens»* de Richard l'Heureux (Juillet-août 1992) ont dû se demander où étaient passés les autres Canadiens en voie de disparition. C'est moi qui ai fait sauter sa conclusion... Mes plus plates excuses à M.L'Heureux. Cette conclusion la voici: «Quant aux citoyens canadiens des autres provinces, ils vivent le phénomène inverse, s'affirmant de plus en plus comme Canadiens, un concept qui souvent tend à exclure les minoritaires récalcitrants qui voudraient persister à parler français. Ils ont substitué le «O Canada», considéré encore il

y a trente ans comme un hymne canadien-français au "God Save the King (Queen)" comme hymne national. Puis, voilà que le parti qui a le vent dans les voiles au Canada, le Reform Party, propose le concept d'un nouveau Canada qui ferait du Québec une sorte de réserve ayant le moins de pouvoir possible quant à la conduite des affaires canadiennes. Dans les faits, par son programme et par son intention de ne pas présenter de candidats au Québec, le Reform Party n'est rien de moins qu'un des partis travaillant pour la séparation politique du Canada et du Québec. L'avènement au pouvoir d'une telle vision des choses créerait ce curieux assemblage politique que serait un Canada en deux morceaux, sorte de Pakistan d'Amérique du Nord, un Canada coupé de ses origines et excluant ceux-là même qui, pour plus de deux siècles, ont donné son sens au terme "canadien"».

ANNE-MARIE BOURDOUXHE

pluralisme

Des livres qui n'aiment pas les idées toutes faites.

Une nouvelle collection, aux Éditions l'Étincelle.

Voici les deux premiers auteurs de *Pluralisme* :



Esther Delisle



François Dallaire

Esther Delisle
**Le Traître
et le Juif**

Lionel Groulx, Le Devoir, et le
délire du nationalisme d'extrême-droite
dans la province de Québec 1929-1939

***Le Traître et Le Juif* : Lionel Groulx, *Le Devoir* et le délire du nationalisme d'extrême droite dans la province de Québec 1929-1939.** Ce livre par Esther Delisle, adapté de sa thèse de doctorat à l'Université Laval, étonne à chaque page par ses révélations spectaculaires et sa maîtrise du sujet. Très controversé avant même sa publication, *Le Traître et le Juif* fera sans doute partie de la bibliothèque essentielle du lecteur averti.

SEPTEMBRE 18,95 \$

François Dallaire
**La République
de Poutine**

Le Québec indépendant en l'an 2003,
au fil de
LA SOCIÉTÉ DESTINÉE

***La République de Poutine*, par François Dallaire.** Un québécois (qui risque actuellement sa vie comme surveillant des élections au Cambodge pour les Nations-Unies), ennuyé du manque de clarté dans les débats actuels sur la souveraineté nous lance ce pamphlet, incendiaire par son titre et son contenu. Ce livre, une politique-fiction du Québec indépendant de l'an 2003, soutient que la souveraineté ne profiterait qu'à une petite élite canadienne française, tout en portant atteinte aux possibilités de réalisation individuelle et au champ d'action sociale de la majorité des Québécois.

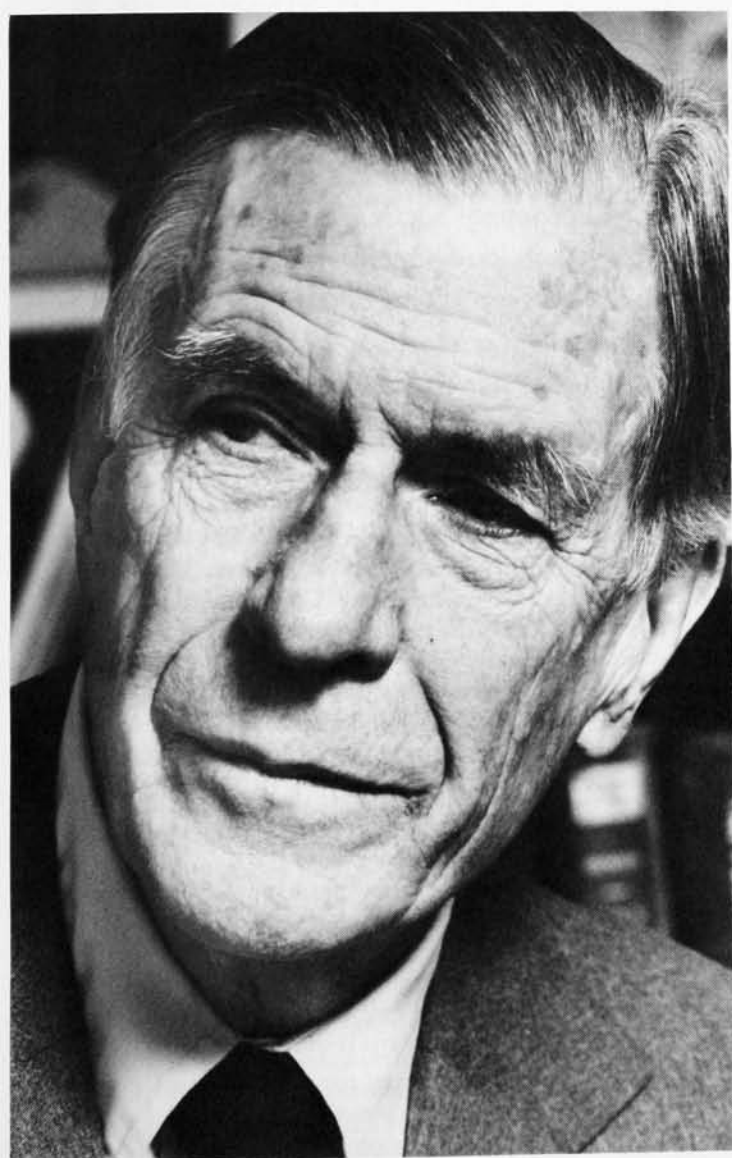
SEPTEMBRE 9,95 \$

***Pour commander *Le Traître et le Juif* et *La République de Poutine*,
il suffit d'envoyer un chèque à l'ordre de***

***l'Étincelle éditeur, 4710 rue St-Ambroise, Bureau 127, Montréal H4C 2C7. Tél. 933-5568 FAX 937-8765
Les livres vous seront expédiés sur parution. Veuillez ajouter 1,00 \$ par livre pour les frais de port.***

John Kenneth GALBRAITH

Le capitalisme



Né dans le sud de l'Ontario en 1908, John Kenneth Galbraith a fait des études universitaires de premier cycle à l'Ontario Agricultural College (aujourd'hui, l'Université Guelph) et il a poursuivi des études supérieures aux États-Unis et en Grande-Bretagne où il s'intéressa vivement aux nouvelles théories économiques de John Maynard Keynes. De retour aux États-Unis, il entreprit une longue carrière universitaire à Harvard. En plus de ses fonctions de professeur, il fut conseiller auprès de présidents américains, dont John F. Kennedy. Pendant la seconde guerre mondiale, il occupa l'un des postes les plus importants de l'administration Roosevelt : il était directeur du programme de contrôle des prix. Après la guerre, Galbraith fut l'un des membres du comité des enquêtes américaines sur les activités de guerre de Hermann Goering, Joachim Von Ribbentrop et Albert Speer. Galbraith y était chargé, entre autres, d'évaluer les répercussions du coût de la guerre sur l'économie de l'Allemagne. Après avoir été ambassadeur américain auprès du gouvernement indien au début des années 60, il revint à Harvard. Au cours de sa longue carrière, John Kenneth Galbraith s'est distingué comme l'un des plus grands critiques du capitalisme américain. Parmi ses livres les plus lus, citons *The Affluent Society*, *The New Industrial State*, et *Economics and the Public Purpose*. Son tout dernier ouvrage s'intitule *The culture of contentment*.

La plupart d'entre nous connaissent «l'économiste» Galbraith. Croyant que le capitalisme était jadis voué à l'échec, Galbraith affirme clairement que ce sont les nombreuses politiques et programmes sociaux adoptés depuis la seconde Guerre Mondiale qui ont sauvé ce régime économique et social. Ironiquement, ce sont les tenants de l'industrialisme et les grands financiers qui s'opposaient à ces mesures sociales, destinées en fait à sauver le système même qu'ils défendaient. La liste des mesures sociales qui ont contribué à assurer la survie du capitalisme est longue : la montée des syndicats, les pensions, le bien-être social, l'assurance-chômage, les subventions aux agriculteurs, les logements à prix modique, et bien d'autres. Voilà comment nous nous sommes mis à l'abri du fléau du capitalisme, voilà comment nous sommes passés d'un capita-

PHOTO: JIM KALETT

lisme sauvage à un capitalisme plus doux en stabilisant les hauts et les bas des cycles économiques. Mais il ne faut pas s'arrêter là, prétend Galbraith qui, dans un discours prononcé à Toronto en septembre 1991, soulignait qu'il faut «continuer à identifier les faiblesses du capitalisme et à les corriger. Les vrais ennemis du capitalisme sont ceux qui insistent pour dire que le système est parfait et qui refusent de voir la nécessité de le remettre en question».

Dans sa résidence de Cambridge, Galbraith a bien voulu accorder à Louis-Philippe Rochon un entretien exclusif.

CITÉ LIBRE : Quels ont été, selon vous, les changements sociaux et économiques les plus importants des 20 dernières années ?

GALBRAITH : Je vois essentiellement trois facteurs importants. Pour commencer, il y a eu un transfert remarquable du pouvoir socio-économique — et donc politique — vers les plus nantis et les plus influents dans nos sociétés, représentés aux États-Unis par le courant idéologique de droite de Ronald Reagan et George Bush. Les conséquences de ce transfert sont nombreuses et fort importantes: négligence croissante de la classe moyenne, augmentation des conflits sociaux et de la criminalité. Et cela ne cesse de s'aggraver.

Deuxièmement, sous Reagan, une emphase incroyable a été mise sur le secteur militaire qui prend de plus en plus d'importance dans notre système économique et politique. Enfin, il y a eu une croissance rapide de la spéculation financière durant les années 1980 aux États-Unis et au Canada, croissance inégalée dans notre histoire. Au Canada, on n'a qu'à regarder les cas de monsieur Campeau et des frères Reichman pour se rendre compte que le Canada a vraiment surpassé les États-Unis. J'ai d'ailleurs traité ce sujet dans un de mes derniers livres¹. Or, les conséquences de la spéculation sont dangereuses. L'histoire en témoigne. Je crois qu'il s'agit en fait de la plus grave faiblesse de notre système, car inévitablement, les récessions suivent de près ces périodes de spéculation.

CL : Vous avez mentionné les administrations Reagan et Bush. À quels égards leurs politiques économiques ont-elles contribué à exacerber les problèmes sociaux ?

G : C'est que voyez-vous, la doctrine économique de ces hommes politiques nous suggère que tous nos problèmes économiques, sociaux et même politiques se résoudront d'eux-mêmes. Les marchés s'occupent de tout, pas besoin alors de l'intervention de l'État. Mais le comble du ridicule est atteint lorsque devant un problème George Bush se contente de prononcer un petit discours, comme si l'art oratoire était la panacée à tous nos problèmes. L'inaction n'a jamais réglé les problèmes.

CL : Aux États-Unis, la droite a gouverné pendant plus de 10 ans, pendant plus de 12 ans en Angleterre, et depuis 1984 au Canada. Comme vous l'avez mentionné, cette école de pensée s'en remet aux forces du marché pour régler nos problèmes socio-économiques, faisant fi du rôle du gouvernement. Quelles ont été, selon vous, les faiblesses les plus marquées des politiques économiques de la droite ?

G : Précisons dès l'abord que la droite idéologique est beaucoup plus forte aux États-Unis qu'au Canada. Messieurs Bush et Reagan la défendent davantage que monsieur Mulroney. Ça a toujours été le cas. Ceci dit, votre question n'est pas facile ;

elle nécessite plus qu'une réponse simpliste. Il y a des ambiguïtés et des contradictions dans le discours de la droite. Par exemple, il est étrange d'entendre la droite parler beaucoup des forces du marché et des mesures autorégulatrices pour régler nos problèmes, tout en admettant que le gouvernement doit avoir une présence dominante dans certains secteurs. Aucun politicien ne contestera l'apport de ces mesures aux banques et institutions financières — bien que la résistance initiale des milieux financiers à ces politiques ait causé de sérieux problèmes. De plus, aucun politicien ne contestera l'aide aux fermiers ou même au secteur militaire. Or, voilà l'ambiguïté. On a tendance à croire que la gauche libérale veut toutes sortes de programmes sociaux dispendieux, mais si on regarde le bilan financier des gouvernements de droite depuis quelques années, on remarquera facilement que ceux-ci ont dépensé davantage et ont créé des déficits incroyables. C'est la droite qui nous a menés là, pas la gauche. Or, en plus des politiques que j'ai mentionnées ci-haut, le gouvernement a été forcé d'assumer des paiements d'intérêt incroyables à cause des politiques monétaires responsables des taux d'intérêt très élevés. Encore une fois, les vrais grands dépensiers, ce sont les conservateurs, pas les libéraux. C'est la droite, pas la gauche.

O n a tendance à croire que la gauche libérale veut toutes sortes de programmes sociaux dispendieux, mais si on regarde le bilan financier des gouvernements de droite depuis quelques années, on remarquera facilement que ceux-ci ont dépensé davantage et ont créé des déficits incroyables. C'est la droite qui nous a mené là, pas la gauche.

CL : Pourquoi en est-il ainsi ? Peut-on supposer qu'il s'agit de secteurs qui profitent aux plus nantis, aux plus influents de la société ?

G : Certainement, sans aucun doute. Les dépenses militaires, le renflouement des banques et des institutions financières, et les paiements d'intérêts, à qui pensez-vous que cela profite ? À la classe riche ou aisée. Pour eux, ce sont des domaines très importants. Vous n'allez tout de même pas me dire que ce sont les plus pauvres d'entre nous qui profitent du renflouement des banques.

CL : Quel a été depuis 20 ans le rôle de l'État dans cette évolution sociale et économique ? A-t-il changé ?

G : Oui et non. Si l'on regarde, par exemple, le lien qui existe entre l'État et les plus pauvres, le rôle de l'État a grandement changé. Il a beaucoup diminué. L'État se préoccupe de moins en moins de ceux qui en ont le plus besoin. Mais si l'on regarde le lien entre l'État et les plus riches de notre société, il s'est considérablement resserré.

CL : Le chômage est certes perçu par de nombreux individus comme le premier problème économique des années 80. Les politiques économiques de la droite ont évidemment échoué, tant

pour réduire le taux de chômage que pour relancer l'économie. Que pouvons-nous faire aujourd'hui pour réduire le taux de chômage ?

G : Premièrement, on doit regarder le problème du chômage dans un contexte plus large. Prenons d'abord le cas des employeurs. Pour eux, le chômage n'est pas un problème si grave car il implique une main-d'oeuvre plus douce, donc moins exigeante quant aux revendications salariales. Il implique aussi que l'employeur a une longue liste de travailleurs disponibles grâce à laquelle il peut choisir de nouveaux employés en cas de besoin. N'oublions pas que le chômage n'est pas un problème très sérieux pour le milieu des affaires. C'est un fait. Seuls les chômeurs sont accablés par le chômage. Remarquez que ceux qui ne croient pas qu'il s'agisse d'un problème important sont ceux qui ne seront probablement jamais en chômage, ceux qui, en fait, profitent du chômage. En conséquence, nous avons eu au Canada et aux États-Unis plus de deux ans de récession sans qu'aucun effort n'ait été fait pour créer des emplois ou réduire le chômage. On préfère s'en remettre aux forces du marché. Faut le faire !

CL : *Mais que faut-il faire maintenant pour réduire le chômage ? Quelles politiques économiques pouvons-nous adopter ?*

G : Avant tout, on doit mettre sur pied des programmes de création d'emplois, dans nos grandes villes, pour réparer les infrastructures en décomposition rapide, bâtir des maisons à prix modique, et bien d'autres choses encore.

CL : *Les années 80 furent aussi les années des grands déficits. Aux États-Unis comme au Canada, nous avons aujourd'hui des déficits records. A-t-on raison de s'inquiéter, et comment pouvons-nous réduire ou même éliminer ces déficits ?*

G : Ce n'est pas une question prioritaire pour moi, du moins ça ne figure pas en tête de ma liste. Mais je peux dire ceci : en général, si les déficits avaient été engendrés par des investissements utiles — comme, par exemple, des investissements dans nos infrastructures, dans nos routes, dans des projets d'habitation à loyer modique, dans nos villes, dans notre système d'éducation — nous aurions investi dans l'avenir. Ça n'aurait pas été un problème. J'aurais bien accepté ça. Mais nos déficits aujourd'hui sont le résultat de dépenses fort inutiles, les dépenses militaires, dont on n'a pas besoin. On sait maintenant que ça a été une grosse erreur. Mais que pouvons-nous faire maintenant ? Je n'hésiterais pas à augmenter le taux d'imposition des plus riches de notre société, de rendre le système d'imposition plus progressif. Une des erreurs fondamentales du gouvernement Reagan en effet a été de réduire le taux d'imposition des plus riches. Moi, je n'hésiterais pas à renverser la situation. Cela fait, je m'attaquerais aux budgets militaires consacrant une large part de ces budgets à des fins plus civiles. Cela fait, je cesserais de m'inquiéter des déficits.

CL : *Et le milieu des affaires, devrait-il lui aussi payer sa part d'impôts ?*

G : Certainement. Quant aux impôts, je ferais trois choses : d'abord, j'augmenterais le taux d'imposition des personnes riches ; ensuite, je ferais une meilleure utilisation des taxes à la valeur ajoutée ; enfin, j'adopterais un régime de taux d'intérêt plus bas, ce qui suppose des paiements moindres sur la dette publique.

CL : *Que pensez-vous de la TPS au Canada ?*

G : Je n'ai aucun problème avec cette taxe, en autant qu'elle

accompagne un système d'impôt progressif, comme c'est le cas au Canada. Dans une société où il y a beaucoup de consommation frivole, je favorise ce genre de taxation.

CL : *Les accords de libre-échange ont été un événement important des années 80. Nous nous préparons maintenant au libre-échange avec le Mexique. Qu'en pensez-vous ?*

N'oublions pas que le chômage n'est pas un problème très sérieux pour le milieu des affaires. . . En conséquence, nous avons eu au Canada et aux États-Unis plus de deux ans de récession sans qu'aucun effort n'ait été fait pour créer des emplois ou réduire le chômage. On préfère s'en remettre aux forces du marché. Faut le faire !

G : En général, je ne suis pas un de ces économistes qui se font une religion du libre-échange, ce que j'appelle l'Église économique du libre-échange où il faut prier tous les matins en remerciant le Bon Dieu des vertus du libre-échange. Ceci dit, je suis prêt à donner mon appui au libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. Il est évident que ça nécessitera des ajustements, il n'y a pas de doute. Mais je crois qu'en général, c'est bon. Il faudra cependant que les gouvernements aident les entreprises à faire le saut. Mais le libre-échange est bon pour le Mexique, pays qui a une main-d'oeuvre prête à faire du travail routinier et répétitif dans le secteur manufacturier, travail qui n'est plus profitable ici... Il y aura des situations où nous ne pourrions pas concurrencer le Mexique, dans les activités industrielles fordistes par exemple. Mais si le Mexique est prêt à le faire, moi je n'ai aucun problème.

CL : *Il me semble que l'un des plus grands changements depuis la Deuxième guerre Mondiale, a été l'interdépendance croissante des différents acteurs économiques - les syndicats, le milieu des affaires et le gouvernement. Quelles en sont les conséquences sur l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques économiques ?*

G : Les conséquences sont nombreuses et très importantes. Prenons l'exemple de l'Allemagne, ou même du Japon. Une grande partie de leur succès économique depuis la seconde Guerre Mondiale tient justement au fait qu'il existe un lien amical et de confiance entre ces milieux économiques. C'est un fait. Il est reconnu que les milieux économiques s'appuient entre eux, travaillent ensemble. Mais au Canada comme aux États-Unis, en fait dans presque tous les pays anglo-saxons, il semble exister un certain degré de conflit et de méfiance entre l'entreprise privée, le gouvernement et la vie économique. Je ne sais pas trop pourquoi, et je ne sais pas quoi en penser, sauf qu'il me semble que c'est une tradition qui remonte à Adam Smith. Si je sais une chose, c'est que l'expérience de l'Allemagne et du Japon nous démontre clairement que la coopération — on appelle ça de la concertation aussi — est plus profitable à l'économie... Je ne partage pas l'avis de ceux qui

croient en cette atmosphère naturelle de conflit. Il n'y a rien de naturel dans tout cela. Le conflit entre les différents groupes économiques ne nous mène pas très loin. Au contraire, travailler ensemble et coopérer ne sont, pour moi, qu'une façon logique de faire les choses.

CL : *Si les rapports conflictuels entre les différents acteurs économiques sont une caractéristique fondamentale des économies américaines et canadiennes quelles seraient, à votre avis, les démarches à entreprendre pour favoriser l'avènement, dans ces pays, d'un système économique fondée sur la coopération?*

En général, je ne suis pas un de ces économistes qui se font une religion du libre-échange, ce que j'appelle l'Église économique du libre-échange où il faut prier tous les matins en remerciant le Bon Dieu des vertus du libre-échange. Ceci dit, je suis prêt à donner mon appui au libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique.

G : Il faudrait tout d'abord réinvestir une proportion substantielle de nos budgets militaires dans la recherche et le développement industriel. En particulier dans les activités de recherche et de développement à long terme qui ne sont pas, à l'heure actuelle, profitables à l'entreprise privée. Éminemment efficace, l'agriculture canadienne est un exemple des retombées bénéfiques de telles politiques d'appui à la recherche et au développement. Il faut que la recherche scientifique, qui est à l'heure actuelle largement orientée vers le secteur militaire, soit subventionnée par les fonds publics et ce, à des fins civiles.

CL : *On parle de plus en plus de la mondialisation des marchés et de l'économie mondiale. On se fait dire que le Canada et les États-Unis doivent devenir compétitifs pour affronter les nouveaux défis. L'agenda économique de la nouvelle droite aura des répercussions énormes sur la vie des citoyens ainsi que sur les choix qu'ils auront à faire tous les jours, de même que sur les politiques économiques et sociales. Que pensez-vous de ce discours, et croyez-vous que le rôle de l'État sera réduit ?*

G : Vous savez, des mots tels que mondialisation, économie mondiale, et village global sont utilisés si souvent, et surtout par des personnes qui sont complètement détachées de la réalité, que je m'en préoccupe maintenant très peu. Ils ont un certain sens mais ne se rattachent pas à des faits très concrets. Je crois qu'en effet, il existe une tendance vers les échanges internationaux avec l'objectif précis de réduire le rôle des États, mais encore une fois, je ne me préoccupe pas de ces choses.

CL : *Un des événements internationaux le plus spectaculaire survenu depuis quelques années est certes l'effondrement de l'Union soviétique. Les nouveaux pays semblent vouloir adopter le système des marchés libres. Quels en seront les conséquences ?*

G : Il s'agit en effet du plus grand événement mondial survenu

au cours des dernières années. Ce qui est remarquable, c'est que personne n'a su prédire ces événements. Ceci dit, je ne crois pas que les conséquences de cette situation soient très joyeuses. Les pays de l'Europe de l'Est et de l'ancienne Union soviétique ont échangé un système économique qui fonctionnait très médiocrement pour un système qui, pour l'instant, n'existe pas encore. Par conséquent, la démocratie en souffre. On s'attend à ce qu'elle survive au chaos économique. J'aimerais bien qu'une aide véritable soit accordée à ces pays pour les aider à surmonter une période de transition très difficile. Je crois que nous avons été très lents à reconnaître ce besoin. C'est dommage. Imaginez les avantages que nous pourrions tous tirer d'une atmosphère de paix qui règnerait entre nos pays, une Russie prospère, les autres pays et républiques de l'Europe de l'Est et de l'ancienne Union soviétique. Je ne me réfère pas seulement aux épargnes qui découleraient des coupures militaires. Voilà la grande question du siècle : comment pouvons-nous faciliter cette transition difficile ? Soyons clairs. Lorsque je parle de transition il ne s'agit pas d'une transition vers le capitalisme pur. De nombreux Canadiens et Américains partagent pourtant cette opinion. Bien au contraire, il ne s'agit que d'une transition vers une économie mixte, un peu comme nous avons ici, où l'État joue un rôle important. S'il s'agissait d'une économie mixte sans syndicats puissants, sans sécurité sociale, sans aide aux fermiers, sans programmes sociaux qui adoucissent au Canada et aux États-Unis cette idée de capitalisme pur en le rendant plus acceptable, les Russes n'en voudraient pas. En tout cas, ils ne seraient pas très rusés de vouloir cela.

CL : *Je ne crois pas que les politiques économiques de la droite aient connu de grands succès ces dernières années. Au contraire, je crois qu'elles ont été désastreuses. Je ne m'en cache pas. Le chômage est très élevé, la croissance a été peu reluisante, et les disparités économiques ne cessent de s'élargir. Schumpeter s'est déjà demandé si le capitalisme allait survivre. Il a répondu non. Partagez-vous son pessimisme ?*

G : J'ai toujours dit que le capitalisme pur ou classique ne pouvait survivre. Je ne suis même pas certain que le capitalisme tel que décrit dans nos manuels et tel qu'on l'enseigne, survivrait. Mais je crois fermement que, s'il veut survivre le capitalisme devra se transformer en un capitalisme mixte. Sur ce point, il y a eu beaucoup de progrès. Cela implique ainsi un rôle important pour l'État. Si cela se fait comme ça, je n'ai aucun doute que le capitalisme survivra, surtout parce qu'il qu'il n'existe pas d'autres systèmes crédibles.

CL : *En 1936, Keynes publiait La théorie générale, un des livres les plus importants de la science économique moderne. Cet ouvrage causait un véritable bouleversement dans notre métier. Pendant des décennies, nous avons parlé de la révolution keynésienne. Depuis quelques temps, cependant, les lectures sur Keynes dans nos universités se font plutôt rares. Mais Keynes n'est-il pas toujours aussi important aujourd'hui ?*

G : Certainement. Depuis quelques années, on a vu que le chômage n'est pas une simple question de déséquilibre temporaire des marchés. Il s'agit vraiment d'un équilibre de chômage qui persiste; c'était une de ses idées centrales. Comprenons une fois pour toutes que l'économie ne se stabilise pas toute seule

à un niveau élevé de la production et au plein emploi, comme nous le laisseraient croire nos politiciens actuels, tant au Canada qu'aux États-Unis. On a besoin d'interventions de la part de nos gouvernements. Le gouvernement devrait adopter une série de politiques pour garantir la sécurité d'emploi. Voilà le coeur du système keynésien. Et n'oublions surtout pas que ce qui était autrefois des idées un peu folles de Keynes sont admises aujourd'hui comme relevant du simple bon sens.

Les pays de l'Europe de l'Est et de l'ancienne Union soviétique ont échangé un système économique qui fonctionnait très médiocrement pour un système qui, pour l'instant, n'existe pas encore.

CL : Pouvez-vous nous dire ce qu'a été le rôle ou les contributions de cet économiste depuis les 20 dernières années ?

G. : Excellente question. Ce que nous avons pu comprendre et constater c'est que l'économie et une croissance économique soutenue sont des caractéristiques essentielles au maintien d'un climat de paix sociale. Sans aucun doute, c'est lorsque les citoyens sont pauvres et désespérés qu'ils participent aux conflits. À quelques exceptions près — Beyrouth et Sarajevo — il est incroyable de constater que, depuis la deuxième guerre mondiale, très peu de personnes sont mortes dans des conflits politiques ou militaires au sein de pays riches ou entre ceux-ci. Même la Grande Révolution des pays de l'Europe de l'Est et de l'ancienne Union soviétique a été réalisée sans que meure un grand nombre de personnes. Mais il s'agit d'une toute autre histoire lorsque l'on songe aux pays pauvres. Un nombre incroyable de personnes sont mortes, là où la pauvreté est la maîtresse des conflits. Je ne vois donc pas le développement économique nécessairement comme une fin en soi, mais plutôt comme un outil qui nous mènera vers un monde meilleur, plus pacifique. Et je serai très heureux quand nous serons moins préoccupés du développement économique des pays riches, et davantage concernés par les problèmes de famine dans les pays pauvres. ☞

NOTES

1. «Une brève histoire de l'euphorie financière», voir Cité Libre, juillet-août 1992.

À propos de l'Allemagne

YVES COUTURE

Le conflit yougoslave, déjà la pire tragédie qu'ait connu l'Europe depuis 1945, manifeste à lui seul, si besoin était, l'ampleur et les risques de bouleversements politiques rendus possibles par la transformation puis la dislocation de l'URSS. Cependant toutes les conséquences sur l'ordre international de ce dégel historique sans précédent sont loin d'être advenues ou seulement aperçues, spécialement quant au nouvel équilibre européen qui devra se dessiner à l'horizon du prochain siècle.

À l'est du continent, le vide laissé par la faillite d'un système et d'une idéologie à prétention universelle assure au renouveau du fait national mais aussi à l'influence occidentale leur importance et leur légitimité actuelles. À leur tour ces deux faits massifs ne resteront pas sans influence sur l'avenir de l'Europe dans son ensemble. Et cela malgré les souhaits de ceux qui espéraient pour la communauté européenne, au lendemain des accords de Maastricht, l'accélération préalable de la marche vers la constitution d'une entité politique cohérente, à douze, avant d'envisager toute transformation sensible des rapports avec l'Est.

À l'est du continent, le vide laissé par la faillite d'un système et d'une idéologie à prétention universelle assure au renouveau du fait national mais aussi à l'influence occidentale leur importance et leur légitimité actuelles.

Le contrecoup de la libération de l'est européen sur l'ouest du continent sera certes l'enjeu principal de la politique européenne et même mondiale de la prochaine décennie. L'Allemagne, par sa situation de nouveau centrale et le poids politique et économique renforcé que lui assure sa réunification, figure au coeur de cet enjeu. Cela justifie qu'on prête la plus grande attention à l'évolution de ses rapports avec ses partenaires et voisins, ainsi qu'à l'opinion générale de l'Europe sur cette évolution.

Or Cité libre ouvrait précisément les pages de sa dernière livraison à une analyse de la situation présente de l'Allemagne en Europe, thème bienvenu dans le contexte actuel mais dont le traitement a sans doute surpris bien des lecteurs. Andreas Minkofski, spécialiste universitaire des questions allemandes y relevait puis critiquait, au nom du réalisme politique,

et à mon sens en partie avec justesse, l'attitude durable des partenaires de l'Allemagne, en particulier la France et l'Angleterre, qui rechignent à voir leur puissant voisin prétendre désormais à un rôle politique ainsi qu'à une influence culturelle à la mesure de son poids démographique et économique. Mais par son ton et ses références, l'auteur, quoiqu'il affirme vouloir combattre la méfiance historique envers l'Allemagne, ne peut que l'attiser, et ainsi nuire à son vœu de voir plus de réalisme dans les affaires européennes. Le caractère fort vague de ses conclusions mine encore un peu plus, malheureusement, l'aspect valable de son analyse. Mais voyons plutôt.

Le réalisme politique, voulant laisser parler les faits, restera toujours à lui seul insuffisant, n'indiquant aucune voie à suivre.

D'entrée de jeu, Minkofski rappelle la méfiance européenne à l'endroit de l'Allemagne telle qu'elle a pu se manifester depuis la réunification. La jugeant exagérée et nuisible, il en propose l'explication suivante: «cette attitude négative envers le «fait allemand» ne rend pas justice aux réalités; elle n'est qu'une nouvelle manifestation de ce vieux réflexe de refoulement, de la part du monde anglophone et francophone qui a tant contribué à empoisonner le climat politique en Occident pendant la première moitié de ce siècle.» On reste confondu devant pareille ingéniosité ou ingénuité, de la part d'un universitaire dont on sait qu'il travaille sur l'histoire allemande des années 20: peut-on avoir à ce point le nez collé sur certains faits d'avant-guerre pour réussir à passer sous silence la tragédie majeure de la première moitié du siècle et sans doute de toute l'histoire occidentale, la blessure ineffaçable de la guerre et de l'horreur nazie, que tous les Européens, même les meilleurs amis de l'Allemagne, y compris les Allemands eux-mêmes, gardent en mémoire comme un rappel douloureux? Pareil souvenir ne justifie peut-être pas les méfiances actuelles, mais il suffit à les faire comprendre mieux qu'un quelconque réflexe anti-allemand traditionnel, tout aussi réel que celui-ci ait put être.

Minkofski, pensant peut-être à ce qu'il passait sous silence, poursuit ainsi son plaidoyer: «Comme disait Otto von Bismarck, les affaires des grands Etats doivent être réglées indépendamment des sentiments et des passions des hommes.» La maladresse de la référence à Bismarck, artisan de la *Realpolitik* allemande aux belles heures de l'impérialisme européen, signale qu'au delà du ton, la difficulté que soulève le texte de Minkofski touche à l'ambiguïté même de la référence au réalisme politique, qui bien souvent ne fut que la justification du libre déploiement d'une politique de puissance. Il apparaît donc crucial de lever les ambiguïtés qui accompagnent l'idée de réalisme en politique si l'on veut pouvoir fonder sur ce critère un jugement sur les affaires européennes actuelles qui ne justifierait pas à priori un retour à l'époque où les grandes puissances réglaient le sort du continent « indépendamment des sentiments ou des passions des hommes ». On ne peut ici que tenter de le faire brièvement, bien que la nature du

réalisme politique, ce qu'il est ou ce qu'il peut être, soulève des questions très complexes.

La politique, dans son sens véritable et essentiel, est *action*. Elle manifeste la confrontation d'une volonté, orientée à un degré plus ou moins profond et conscient par des objectifs plus ou moins précis, à un ensemble de conditions institutionnelles et culturelles qui constituent le contexte où elle s'inscrit et sur lequel elle vise à influencer. Ainsi toute action politique reçoit de ceux qui l'accomplissent un certain sens, et donc entretient un rapport, certes complexe mais inévitable, avec des idées, idéologies, et sentiments. Le réalisme politique est très précisément une prise de position critique sur la nature de ce rapport.

Cette critique peut prétendre être globale. On affirmera alors vouloir exclure du champ politique tout ce à quoi la politique ne se ramènerait essentiellement: la confrontation des volontés réglées par l'usage de la force ou l'équilibre des puissances. L'argument a toujours servi ceux qui ont voulu désencombrer l'exercice du pouvoir de considérations morales. Or il repose sur une illusion: la volonté de faire taire toute autre considération que les faits bruts, c'est-à-dire finalement la puissance, n'aboutit qu'à la volonté de la puissance pour elle-même. Plutôt que de libérer la politique de l'interférence des opinions et sentiments, on ne fait que la livrer sans retenue à une obsession dangereuse.

Je ne crois évidemment pas que Minkofski ait eu cela en vue. Mais pour qu'une reconnaissance du fait de la puissance allemande dans l'Europe actuelle, reconnaissance en elle-même nécessaire, signifie autre chose que l'exigence d'une exclusion, impossible, réactionnaire et dangereuse à l'âge démocratique, «des sentiments et des passions des hommes» dans les rapports entre États, il faut qu'elle soit balisée par une visée précise de mise en forme institutionnelle des objectifs de liberté, de justice, et de coexistence pacifique dans la nouvelle Europe qu'on veut voir se construire. Le réalisme politique, voulant laisser parler les faits, restera toujours à lui seul insuffisant, n'indiquant aucune voie à suivre. Il ne devient utile et valable qu'adjoint à une idée claire, ici sur l'avenir du continent. Or affirmer que «seule une Europe unie autour de l'Allemagne, son centre de gravité politique et économique naturel, pourra espérer faire face aux défis de demain», demeure fort vague et ouvre à tous les malentendus.

Mais l'attitude réaliste, si elle ne s'illusionne pas en pensant exclure passions et idées de la politique, conserve donc toute sa valeur. Elle demeure un critère nécessaire pour fonder la critique de perceptions illusoire des faits, de définitions d'objectifs impraticables et finalement de conceptions erronées des moyens à mettre en oeuvre pour atteindre les objectifs visés. Minkofski a le mérite de rappeler que l'Europe ne pourra se doter d'une assise institutionnelle stable et fonctionnelle si certains de ses pays principaux ne voient pas ou refusent de voir les implications inévitables de la situation de l'Allemagne dans un continent remodelé. Cependant, on peut douter que la prise en compte du fait allemand suffirait, comme il semble le croire, à rendre l'Europe «en mesure de former une véritable entité politique». À mon sens, l'aveuglement européen sur lequel Minkofski met le doigt dépasse la mauvaise perception des faits actuels. C'est la réalisation

de l'objectif même d'une Europe politique, entité cohérente qui deviendrait en soi un acteur complet et essentiel de la scène internationale, que la réunification allemande et la fin de la division du continent en deux camps antagonistes rendent improbable.

La construction européenne, depuis l'après-guerre, reposait sur trois grandes visées: empêcher le retour de conflits entre les pays impliqués, en particulier la France et l'Allemagne, en combattant leurs causes, notamment économiques; constituer à l'ouest un pôle économique et social cohérent et prospère faisant contrepoids à l'ensemble mis en place par l'URSS à l'est; enfin amarrer l'Allemagne au monde et aux valeurs démocratiques occidentales. Quoique l'idée de constituer l'Europe économique et politique pour faire face aux défis américain puis japonais ait acquis peu à peu de l'importance, ces objectifs essentiels n'ont guère changé jusqu'au milieu des années 80.

L'Europe politique, du moins telle que certains l'ont rêvée, comme entité cohérente faisant contrepoids efficace et crédible aux États-Unis, est sans doute morte avec la chute du Mur de Berlin.

Or la nouvelle situation européenne transforme complètement ce contexte initial. L'Est n'est plus un ennemi ni un adversaire idéologique, et aucune barrière artificielle ne freinera désormais les relations avec lui. De plus, la prudence conseille d'aider toutes les régions, y compris la Russie, à traverser le mieux possible la crise actuelle. L'Allemagne, située au centre de l'Europe, ayant l'économie la plus dynamique du continent, recrée déjà rapidement des liens serrés avec l'ensemble du sous-continent. Rien ne justifiera et ne justifie plus dès à présent, sur les plans idéologiques, culturels, et bientôt économiques, qu'on renforce au milieu du continent la signification et les effets d'une frontière entre pays de la Communauté et pays hors-Communauté, et ce d'autant plus que cela irait contre l'intérêt de l'État le plus important. Par ailleurs, la seule solution envisageable pour continuer, malgré ces développements, d'amarrer fermement l'Allemagne à la Communauté européenne, serait l'intégration par celle-ci de nombreux pays d'Europe centrale et de l'Est. Cette intégration est d'ailleurs prévue, mais elle ne fera que reporter le problème de la frontière orientale du nouvel ensemble et rendra encore plus difficile la cohésion d'un hypothétique continent-État. L'Europe politique, du moins telle que certains l'ont rêvée, comme entité cohérente faisant contrepoids efficace et crédible aux États-Unis, est sans doute morte avec la chute du Mur de Berlin.

Les artisans actuels de la construction européenne, animés par l'idée que tout arrêt de la dynamique d'unification serait le signe d'un recul, et que celui-ci serait catastrophique, risquent énormément en ne présentant à l'Europe que l'alternative du tout ou rien (attitude explicite notamment du gouvernement français). Il serait temps qu'on commence à

envisager sérieusement d'autres modèles que celui de la construction d'un super-État, pour éviter qu'ayant placé la barre trop haut l'on se retrouve démunis devant un échec qui pourrait bien survenir alors dans une atmosphère alourdie de nouvelles rancoeurs nationalistes. L'objectif essentiel de réussite d'une Europe désormais démocratique de l'Atlantique à l'Oural, et en paix avec elle-même, exige de ses dirigeants, de ses intellectuels et de sa population un réalisme nouveau pour réviser le sens d'une entreprise née dans le contexte dépassé de l'après-guerre. ☞

«Un autre, en comptant sur moi, me rend comptable de mes actes»

PAUL RICOEUR

En juin dernier, la faculté des sciences religieuses de l'Université McGill remettait un doctorat honorifique à Paul Ricoeur qui devint après la guerre l'héritier philosophique d'Emmanuel Mounier à la revue *Esprit* et l'un des plus éminents philosophes français.

Monsieur le Principal,

Vous avez bien voulu me confier le soin de prononcer une brève allocution à l'occasion de l'honneur qui nous est fait, à mes collègues et à moi-même, par la remise d'un doctorat *honoris causa*.

Il m'a semblé qu'un thème éthique, capable de rassembler des compétences variées et des convictions différentes, serait le mieux approprié à la circonstance. C'est dans cette disposition d'esprit que j'ai choisi le thème de la *responsabilité* et de la préciser en le mettant en couple avec celui de la *fragilité*.

Parlant de fragilité, nous pensons ordinairement à celle qui résulte de notre faiblesse, de notre vulnérabilité, de notre soumission à la maladie et à la mort. Je voudrais porter mon attention sur la fragilité que les humains ajoutent par leur action à notre finitude originelle. Je pense immédiatement à quatre domaines où l'intervention massive des techniques crée de

la fragilité tout en créant de la puissance : le premier de ces domaines est l'écosystème que nous fragilisons par des interventions dont les effets nocifs se font sentir à une échelle cosmique dans l'espace et dans le temps; nous fragilisons notre humanité en fragilisant notre environnement; le deuxième domaine est celui des sciences de la vie : nous avons aujourd'hui le pouvoir d'influer sur le patrimoine génétique et éventuellement d'altérer l'identité biologique de l'espèce humaine, fragilisant ainsi l'image même de l'homme; le troisième domaine

Je voudrais porter mon attention sur la fragilité que les humains ajoutent par leur action à notre finitude originelle.

est celui de l'économie mondiale; pour la première fois, le destin commun de l'humanité entière est affecté par l'établissement d'un unique marché mondial; mais, au même moment, les liens de solidarité planétaire sont fragilisés par les écarts de richesse et les déséquilibres qui en résultent à tous les niveaux de communication. Enfin, nous découvrons avec inquiétude la fragilité de nos institutions démocratiques dans le temps même où elles paraissent avoir gagné la bataille avec le modèle adverse du totalitarisme. Dans chacun de ces quatre domaines — environnement, biologie humaine, économie mondiale, institutions politiques — la fragilité croît avec la puissance, autrement dit avec l'extension de la sphère d'intervention de l'agir humain.

La question se pose alors de la nature du lien entre cette fragilité et la responsabilité. À première vue, la réponse est simple : notre responsabilité croît en même temps que croît la puissance qui engendre une fragilité supplémentaire. Vous me permettez d'enrichir cette réponse, en établissant un lien intime entre la responsabilité et le fragile. Je dirai avec Hans Jonas, dans le *Principe Responsabilité*, que la responsabilité a pour vis-à-vis spécifique le fragile, c'est-à-dire à la fois le périssable par faiblesse naturelle et le menacé sous les coups de la violence historique, celle qui fait corps avec l'agir humain.

Le philosophe l'appelle principe parce qu'il s'exprime d'emblée comme un impératif que rien ne précède; mais c'est enveloppé dans un sentiment que nous découvrons ce principe, un sentiment par lequel nous sommes affectés, atteints, au niveau d'une humeur fondamentale où nous nous tenons tout d'abord. Nous nous sentons requis, enjoins par le fragile, enjoins de faire quelque chose pour..., de porter secours, certes, mais mieux de faire croître, de permettre accomplissement et épanouissement.

Voyez quand un enfant naît : du seul fait qu'il est là, il oblige. Nous sommes rendus responsables par le fragile. Or, que veut dire : rendus responsables ? Ceci : quand le cas fragile n'est pas quelque chose, mais quelqu'un, comme ce fut le cas dans toutes les situations considérées — individus, groupes, communautés, humanité même — ce quelqu'un nous apparaît comme confié à nos soins, remis à notre charge.

Nous en sommes chargés. Mais, attention, l'image de la charge, du fardeau qu'on prend sur soi, ne doit pas rendre inattentif à l'autre composante sur laquelle l'expression « confié à nos soins » met l'accent. Le fragile qui est quelqu'un compte sur nous; il attend notre secours et nos soins; il a confiance que nous le ferons. Ce lien de confiance est fondamental. Il est important que nous le rencontrions avant le soupçon, comme étant intimement lié à la requête, à l'injonction, à l'impératif. Il en résulte que dans le sentiment de responsabilité nous sentons que nous sommes rendus responsables de... par...

Arrêtons-nous ici pour mesurer l'écart qui s'est creusé entre une analyse de la responsabilité introduite par le rapport au fragile et une analyse plus traditionnelle selon laquelle la responsabilité consiste à pouvoir se désigner soi-même comme l'auteur de ses propres actes. Cette définition n'est certes pas abolie. Si nous ne pouvions, après coup, reprendre dans une brève remémoration le cours de nos actes et les rassembler autour d'un pôle que nous disons être nous, auteur de ses actes, nul ne pourrait non plus compter sur nous, attendre que nous tenions nos promesses. Mais voyez combien cette notion de responsabilité survenant dans l'après-coup de l'action est courte : d'abord elle est tournée vers le passé et non vers le futur. Et cela reste vrai lors même que nous nous tenons prêts à réparer les dommages causés par nos actions (c'est la

La question se pose alors de la nature du lien entre cette fragilité et la responsabilité. À première vue, la réponse est simple : notre responsabilité croît en même temps que croît la puissance qui engendre une fragilité supplémentaire.

définition de la responsabilité du droit civil), ou que nous assumons les conséquences pénales d'actions délictueuses (c'est la définition de la responsabilité du code pénal). Certes, les conséquences assumées constituent déjà une tranche de futur par rapport aux actes eux-mêmes. Mais ces conséquences elles aussi ont déjà eu lieu quand le jugement est porté; c'est donc toujours vers l'arrière que nous sommes tirés vers la rétrospection. C'est là une grande différence avec l'appel venu du fragile. La question est alors : que ferons-nous de cet être fragile, que ferons-nous pour lui ? C'est vers le futur d'un être qu'il faut aider à survivre, à croître, que nous sommes dirigés.

Mais le renversement le plus important n'est pas celui-là. La capacité de se désigner soi-même comme l'auteur de ses actes est affirmée, ou mieux, attestée, dans un rapport de soi à soi : je me... tu te... il / elle... L'appel, l'injonction, la confiance aussi, qui procèdent du fragile, font au contraire que c'est toujours un autre qui nous déclare responsable, mieux, qui nous rend responsable, ou, comme dit Levinas, nous appelle à la responsabilité. Un autre, en comptant sur moi, me rend comptable de mes actes.

Je ne me laisserai pas enliser dans le débat stérile de savoir ce qui vient en premier : la capacité de se désigner soi-

même comme l'auteur de ses actes ou l'appel du fragile; disons qu'une capacité demande à être éveillée pour devenir réelle et actuelle; et que c'est en milieu d'altérité que nous devenons effectivement responsables. Inversement, dès lors que l'autre me marque sa confiance ou, comme on dit, me fait confiance, ce sur quoi il compte, c'est précisément sur ceci que je tiendrai ma parole, que je me comporterai comme un agent, auteur de ses actes. N'en disons pas plus sur ce chapitre querelleux. N'est-ce pas finalement de mutuelle reconnaissance qu'il s'agit, d'une reconnaissance où l'autre cessera d'être étranger pour être traité comme mon semblable, selon la fondamentale similitude humaine ? ✍

Montréal et son histoire

LOUISE LANDRY BALAS

En l'an 2042, Montréal aura 400 ans. Fidèles à la tradition festive établie par notre génération, les citoyens de la ville sauront sûrement commémorer cet anniversaire avec le faste approprié. Bien sûr, la plupart d'entre nous aurons déjà atteint l'au-delà et ne pourrions malheureusement pas revivre le plaisir que nous avons cet été à célébrer avec nos concitoyens. Les Montréalais qui créeront alors d'impressionnants spectacles et rempliront la ville de musique et de théâtre, de feux d'artifice et d'amusements, ou qui sortiront simplement dans les rues pour se laisser divertir par cette effervescence, ne sont, pour, la plupart, pas encore nés! Les parents d'un grand nombre de ces futurs Montréalais, éparpillés dans tous les coins du globe, ne savent peut-être même pas aujourd'hui où se situe cette ville que leurs enfants nommeront la leur.

Quatre cents ans, c'est quand même impressionnant! Ça se fête! Les citoyens de cette génération, qui n'auront probablement pas plus appris l'histoire que nos contemporains, profiteront sans doute de ce moment pour jeter un regard sur le passé de ces lieux qu'ils habitent. Ils voudront peut-être à leur tour concevoir une fresque historique, telle *Le grand jeu de nuit*, ce spectacle son et lumière de 1992 qui, grâce à des marionnettes géantes et de saisissants effets techniques, recrée certains des moments glorieux, tristes, amusants ou tra-

giques de l'histoire de notre ville.

Si le Grand Maître qui règne sur l'au-delà me permettait alors une seule visite au quatre centième anniversaire, c'est ce spectacle-là que j'aimerais voir. Que voulez-vous? Moi, ça me fascine les transformations que chaque génération fait subir au passé, prétendant, chacune à son tour, être fidèle à l'histoire.

La recherchiste du «Grand jeu de nuit», version 2042, sera peut-être d'abord tentée de s'épargner des efforts et d'adopter la version de 1992, quitte à y rajouter quelques tableaux pour raconter les dernières cinquante années. Après tout, ce spectacle a joui d'un succès indiscutable en ce mémorable été du trois cent cinquantième anniversaire de la ville. Mais notre amie se rendra peut-être compte bientôt, que la version de l'histoire présentée alors n'est pas tout à fait compatible avec la vision que les Montréalais du nouveau millénaire se font d'eux-mêmes, et donc de leur passé.

Ils voudront peut-être à leur tour concevoir une fresque historique, telle *Le grand jeu de nuit*, ce spectacle son et lumière de 1992 qui, grâce à des marionnettes géantes et de saisissants effets techniques, recrée certains des moments glorieux, tristes, amusants ou tragiques de l'histoire de notre ville.

Pourtant, les premiers tableaux de la fresque de 92, qui montraient les escarmouches entre les Blancs et les Premières Nations, permettaient une réflexion, quoique encore timide, sur la responsabilité de chaque peuple dans ces conflits. À la fin du vingtième siècle, on en était de toute évidence à repenser cet épisode plutôt triste de notre histoire. On commençait, un peu gauchement peut-être, à admettre que les arrivants de France avaient contribué, eux aussi, à créer les affrontements sanglants avec les peuples qui habitaient déjà ces terres. Quelle ouverture d'esprit par rapport à ce qu'on avait enseigné à des générations d'enfants au sujet des «sauvages» païens, de leur cruauté et de leurs attaques féroces contre les bons Français.

Notre recherchiste imagine bien aussi la curiosité et la sympathie que la vie difficile des premiers colons saurait éveiller chez ses concitoyens du vingt-et-unième siècle, eux, à qui, on n'a plus rien laissé à défricher.

Mais bientôt, les images du passé de la ville, telles que les présente *Le grand jeu de nuit* de 1992, créent en elle un étrange sentiment d'étonnement et de confusion. Les tableaux qui dépeignent la vie montréalaise d'après la conquête donnent l'impression qu'à partir de là, les Canadiens français n'ont vécu qu'une longue et pénible suite d'exploitations de la part des Anglais. La fresque historique semble se complaire dans l'image de cette misère, partagée un court moment par les immigrants juifs et irlandais.

Tout au long de son histoire, la ville aurait donc été divisée entre les riches anglophones et les pauvres francophones? Les ancêtres de sa lignée française n'auraient donc été que de

malheureux exploités, tandis que Montréal aurait été bâtie par les Anglais? Mais quels Anglais? S'agit-il de gens que le roi et le monde des affaires envoyaient d'Angleterre, ou plutôt de Montréalais de langue anglaise? Pas très clair, ce point-là. En 1992, on les appelait tous «les Anglais» et ce terme était synonyme d'exploiteurs.

Montréalaise d'ancienne et de nouvelle souche, comme tant d'autres, la chercheuse de 2042 est étourdie par les questions que soulève une telle conception de l'histoire, qui ne concorde pas avec sa vision de sa ville et des êtres qui l'habitent. Partout autour d'elle, elle voit les empreintes de la

La fin du vingtième siècle avait délaissé les héros et semblait particulièrement friande des victimes. Peut-être ressentait-on même une espèce de fierté à faire partie d'un groupe d'exploités.

cohabitation plutôt pacifique de plusieurs ethnies, dont les deux principales semblent avoir collaboré au cours des siècles pour créer une culture et des traditions purement montréalaises.

Bien sûr, ce Durham — que la fresque de 1992 transforme en une immense tête dont les lèvres dégoûtantes ne cessent de marmonner d'inintelligibles phrases — s'est mérité le mépris dont on le couvre, lui qui a produit un rapport dont les recommandations étaient elles-mêmes si méprisantes à l'égard des différentes cultures existant dans la colonie. Et ces condamnés à mort à la suite de la rébellion de 1837-38, que l'on nomme solennellement un à un, alors qu'un lugubre cortège traverse la scène, font bel et bien partie de notre histoire. Qu'est-ce donc alors, dans ces rappels historiques, qui dérange tant notre Montréalaise du nouveau millénaire?

Elle comprend tout à coup que l'histoire est faite de moments, d'événements, dont les causes sont multiples et les conséquences rarement mesurables. Mais chaque époque utilise ces faits à sa façon, les transforme en les rehaussant ou en les diminuant, d'après l'idéologie du moment. La fin du vingtième siècle avait délaissé les héros et semblait particulièrement friande des victimes. Peut-être ressentait-on même une espèce de fierté à faire partie d'un groupe d'exploités. Fallait-il alors, pour quelque motif politique, tenter de convaincre les citoyens de langue française qu'ils avaient de quoi être malheureux? Sinon dans le présent, tout au moins à cause du passé.

Décidément, *Le grand jeu de nuit* de 1992 ne pourra pas servir en cette année 2042, car il y a belle lurette qu'on a cessé de polariser les discours et l'histoire elle-même. On a appris, ou peut-être réappris, à respecter les différences et à reconnaître que toutes les ethnies ont contribué ensemble et contribuent encore, chacune à leur façon, à faire de notre ville celle que nous aimons. ☘

Coups de gueule autour de la petite actualité

LOUIS CORNELIER

Sur Céline

Qu'elle nous ait plu ou non, la déclaration à l'emporte-pièce de Céline Dion («la séparation serait épouvantable») aura au moins eu le mérite de soulever un débat essentiel à la compréhension d'une certaine «psychologie québécoise»: celle du «deux poids, deux mesures» face aux prises de position politique des artistes.

En effet, n'y a-t-il pas quelque chose de profondément troublant à voir accepter les délires nationaux des Piché, Vigneault, Beauchemin et cie et à voir rejeter en bloc, avec un détachement indigné, la moindre velléité fédéraliste qui sort de la bouche d'une chanteuse? Moi qui croyais n'avoir jamais à le faire, je félicite vivement la Dion. Naïveté ou courage de sa part? Peu me chaut. Grâce à elle, la question est posée. À partir de tout de suite, la cohorte des vierges offensées devra répondre de son indignation sélective.

On rira peut-être, mais ce ne sera que pour mieux camoufler la sournoise censure démasquée par notre diva locale. Car, et l'honnêteté intellectuelle exige qu'on en prenne acte, il ne s'agit pas d'autre chose. Faisons le test. D'un côté, celui des propagandistes du show-bizz engagé, Paul Piché: «Les anglophones de Montréal sont étonnamment arriérés et empêtrés dans leur esprit colonisateur» (*Vie ouvrière*, juillet-août 1991, p.10). C'est grossier, exclusif et ça dénote un manque total

On rira peut-être, mais ce ne sera que pour mieux camoufler la sournoise censure démasquée par notre diva locale.

de nuances. Réactions du public: Piché a droit à ses idées.¹ De l'autre côté, Céline Dion, une chanteuse considérée comme apolitique: «Je suis contre la séparation». Qui serait épouvantable, ajoute-elle, car elle briserait la communication entre les deux cultures principales du Canada (voir *Le journal de Montréal*, 11 juillet 1992, p.3). D'accord, ça manque aussi de nuances. Toutefois, on demeure dans les limites du respect et on inclut au lieu d'exclure. Réactions du public: qu'elle chante donc et laisse la politique de côté, à ceux qui connais-

sent ça. Outre que l'on peut se demander qui connaît ça, le bilan du test déprime : certains Québécois préfèrent la bêtise mensongère et porteuse de conflits irrationnels à la douce naïveté inoffensive.

Disons que ça augure plutôt mal et que ça porte à comprendre les artistes québécois qui, rejetant l'éventualité d'un rapatriement complet des leviers culturels à Québec, s'entêtent à vouloir, comme le disait avec tant de mépris Guy Bouthillier, «manger à deux râteliers».

sur Julie

Dans la première livraison de *Cité libre* nouvelle série (juillet-août 1991), Angéline Fournier-Tombs dénonçait avec justesse ce qu'elle appelait le «misérabilisme» de notre petit écran. La télévision, ajoutait-elle en substance, est un médium trop plein de potentiel pour qu'on le laisse entre les mains de quelques *money makers* en manque de cotes d'écoute. On ne pouvait mieux dire.

L'enfantin «NON» que Lise Bissonnette nous servait le 9 juillet dernier en guise d'éditorial n'a fait que confirmer ce que tous savaient depuis longtemps : le cirque constitutionnel va bon train et sa conclusion n'est pas pour bientôt.

Ce mois-ci pourtant, la tentation de reprendre où elle avait laissé était si forte que j'ai pris la décision de suspendre temporairement ma chronique *À suivre* et d'y aller d'un coup de gueule au sujet d'une des aberrations télévisuelles des plus révoltantes : je parle, bien entendu, de *L'enfer c'est nous autres*.

Stupide, détestable, prétentieuse et hystérique, l'animatrice de cette honte nationale (on a peine à croire que Radio-Canada ait pu s'embarquer dans une telle galère) se spécialise dans un art de l'esbroufe tellement débile que même la télévision communautaire la plus désorganisée la congédierait sur le champ.

On a, au sujet de *L'enfer*, parlé d'émission jeune, vigoureuse, rafraîchissante. Ce que j'ai vu, moi, c'est un catalogue désolant d'incompétence enrobé dans un rire débridé aux accents psychiatriques. Que Catherine Deneuve, une des victimes de cette supercherie, nous pardonne : nous n'y sommes pour rien (du moins en ce qui me concerne) et les pitreries de la Snyder n'ont pas réussi à ternir sa noblesse (à propos, un petit conseil pour Julie et son équipe : pourquoi ne garderiez-vous pas toujours un sac de papier brun sur la tête ? Vous en avez grand besoin). Jean-V. Dufresne, l'un des rares à s'en être indigné² (avec le célèbre MONSIEUR X du TV Hebdo), mériterait la décoration nationale. Son commentaire succinct résume le problème : «Julie Snyder : la quintessence de l'hystérie préadolescente. Paraît qu'à la première émission, elle s'est jetée dans le fleuve. Dommage qu'on

l'ait repêchée.» (*Le journal de Montréal*, 7 juillet 1992). Ouais, dommage.

Sur la constitution

L'enfantin «NON» que Lise Bissonnette nous servait le 9 juillet dernier en guise d'éditorial n'a fait que confirmer ce que tous savaient depuis longtemps : le cirque constitutionnel va bon train et sa conclusion n'est pas pour bientôt. Aussi, on me permettra d'avancer une suggestion ayant pour but de le régler une fois pour toutes : faire l'éloge du statu quo. Je délire, dites-vous ? Peut-être pas tant que cela. Voyons voir.

Dans un article paru ici même au mois d'avril de cette année et qui portait sur le pamphlet de Laurent-Michel Vacher intitulé *Un Canabec libre*, j'écrivais ceci que je vous ressers en toute modestie : «Le refus de rupture que Vacher stigmatise parce que relevant, selon lui, d'une ignorance, se justifie peut-être par autre chose. Le philosophe n'affirme-t-il pas, au début de son livre, que l'intensité du désir d'indépendance est proportionnelle à celle de l'oppression et de l'aliénation subies ? Si cela est vrai, pourquoi ne pas expliquer la valse-hésitation québécoise par la faible intensité de l'oppression subie ? Et si c'était dans l'effort sans cesse reconduit de «victimisation» que se situaient le mensonge et l'ignorance ?» Vous, je l'ignore mais moi, depuis, j'ai réfléchi. Et je maintiens l'idée.

Je vous propose donc ceci : la seule position valable à adopter dans le débat constitutionnel tel que mené actuellement est le nihilisme. À ceux qui me suivront, je laisse, pour manuel de survie, cette pensée de Roland Jaccard : «Peut-être comprendrons-nous alors que seule la volonté de ne rien faire permet aux choses de se modifier d'elles-mêmes. Peut-être admettrons-nous que l'aspiration à sauver le monde, symptôme morbide par excellence, s'accompagne inmanquablement de la rage de le détruire. On est pacifiste par dépit de n'être pas pacifié et «révolutionnaire-réactionnaire» parce qu'on n'est pas encore parvenu à créer un espace temporel vide où déployer son magnétisme propre. L'art tend à l'absence — la parole prenant ainsi enfin congé d'elle-même —, et c'est sans doute pourquoi il est le luxe suprême. Le reste n'est pas indispensable — et c'est sans doute pourquoi nous nous y attachons avec une telle pugnacité» (*La tentation nihiliste*, PUF, coll. Quadrige, 1991, p.11). Vive le nihilisme constitutionnel !

Moi, grincheux ? Allons donc. Plutôt léger, «pourvu que je puisse me plaindre de quelque chose, j'ai mon content de la vie» (Gilles Archambault). ✍

NOTES

1. Pour une démonstration plus complète, on consultera les réactions provoquées par mon article paru dans *Le Devoir* du 24 juillet 1991, «Paul Piché ou le simplisme nationaliste». Dans les semaines qui ont suivi, plusieurs personnes ont pris la défense de Piché en m'accusant de tous les torts. «Trudeauiste» (Yves Beauchemin, 16 août), il semble que j'aurais mieux fait de me taire (Plouffe, 10 août).
2. Dans ce même article, Dufresne écrivait ce qui suit à propos de «l'affaire Dion» : «Céline Dion : Épouvantable la séparation ? Elle a droit à ses opinions. D'ailleurs, elle chante souverainement bien.» On notera aussi que *Le journal de Montréal* (serait-ce le nouveau lieu de la pensée au Québec ?) publiait le 13 juillet dernier trois lettres d'appui à Céline Dion dans sa tribune libre.

À lire, relire, ne pas lire

MARIE DESJARDINS

Quelqu'un pour l'écouter

MARIE DESJARDINS : *Réal Benoit, vous avez voulu, de l'autre monde, vous manifester à Cité libre. Pourquoi ?*

RÉAL BENOIT : Parce que la chronique *Lire, relire, à ne pas lire* me va, je crois, parfaitement. Je suis mort sans crier gare, et, de surcroît, le jour de la fête du travail, il y a vingt ans, en septembre 1972. Ma disparition est passée presque inaperçue. Personne, aujourd'hui, à part quelques amis, ne se souvient de moi.

MD : *Qu'avez-vous fait sur la terre ? Si vous avez songé à cette chronique littéraire, c'est que vous avez écrit.*

RB : J'ai été, en effet, passionné par tout ce qui était beau, et j'ai voulu partager mon amour de l'art par la parole, l'image et les mots. La musique, par exemple, je l'ai aimée comme un fou, et j'ai lutté pour faire connaître à Montréal, à une époque dominée par une accablante étroitesse d'esprit, des compositeurs modernes, consacrés de nos jours, tels que Debussy, Stravinsky, Satie ou Ravel.

J'entends rire Réal Benoit. Un rire nostalgique, mais heureux.

RB : Tout cela se passait avant la guerre, en 1939. J'avais donc fondé, à l'instar de mon ami le compositeur Maurice Blackburn, un club de musique avec Jacques Beaulieu — vous le connaissez certainement; il peint, depuis longtemps, sous le pseudonyme de Louis Jaque. Ce club s'appelait «L'Assiette à musique». Une trentaine de jeunes gens se réunissaient dans une petite salle de la Bibliothèque nationale, rue Saint-Denis, pour écouter, sur un gramophone que me louait le magasin Archambault, cette musique inconnue, surprenante, anticonventionnelle, que leurs parents qualifiaient de bruit. On me connaissait déjà comme journaliste et surtout comme critique musical, ce qui ajoutait à la vogue du club. J'avais fait mes premières armes à Québec, à l'*Événement-Journal* et au *Soleil*. Enfin, je défrayais la chronique musicale au *Journal* et dans la revue *Horizons*, dirigée par Clément Marchand, poète qui vit tous jours, si je ne m'abuse, à Trois-Rivières.

À l'époque, on boudait par ignorance, par sottise aussi, la musique contemporaine. Vous n'imaginez pas, vous qui êtes née à l'heure de la dépollution et du désarmement, le combat de ma vingtaine. Le clergé et ses disciples intellectuels, auxquels j'ai livré, toute ma vie, une guerre plus ou moins froide dans les journaux, dans mes livres, voyaient dans la radio et dans la musique moderne une menace quasi diabolique ! Évidemment, tout cela était nouveau, divertissant, exaltant, bref, condamnable. Je me souviens avoir fait paraître au *Journal* une «Réponse à un crétin». Le crétin se nommait Gontran. Inspiré par l'abbé Bethléem, que



PHOTOMONTAGE : MARIE PIERRE

vous n'avez pas connu, heureusement, il prétendait que l'opéra *Pelléas et Mélisande*, auquel j'ai voué un culte, c'est vrai, était «un poème sordide sur musique sensuelle»¹. À cette époque hypocrite, on le sait de plus en plus aujourd'hui, la sexualité à toutes fins utiles, pourrais-je dire, était également associée au Mal, ce grand Mal, ancêtre de votre Culpabilité, qui m'a toujours hérisse, exaspéré, parce qu'il empêchait de vivre, d'aimer, de goûter à la beauté du monde et des choses !

MD : Deux questions, Réal Benoit : ce clergé, pourquoi lui en voulez-vous tant ? Lui avez-vous fait savoir cette hostilité ?

RB : Pas tant le clergé qu'une certaine mentalité, intolérable. Le contexte historique, social, intellectuel et moral qui a été le mien, dès ma naissance, était marqué au sceau de la religion et, plus précisément, d'un certain catholicisme assez coincé, parce qu'en marge de la réalité. Ce contexte ne correspon-

Je suis mort sans crier gare, et, de surcroît, le jour de la fête du travail, il y a vingt ans, en septembre 1972. Ma disparition est passée presque inaperçue. Personne, aujourd'hui, à part quelques amis, ne se souvient de moi.

dait pas à ma nature, profondément libre, je crois, et à mon appétit de vivre. À cinq ans, petit pensionnaire, on m'obligeait à observer un rite pour le moins tordu. Chaque soir, au moment d'aller se coucher, les soeurs nous enfermaient dans une pièce, et là, à la lueur des candélabres, on fixait, épouvantés, un tableau représentant des diabolins cornus, à queues fourchues et pieds de bouc, qui sortaient leurs langues pointues en brandissant des faux bien acérées. Si on péchait, on irait là, nous disaient les soeurs. Et on s'endormait là-dessus.

Plus tard, en 1930 — j'avais quatorze ans — les frères du Séminaire de Sainte-Thérèse m'ont renvoyé parce que j'avais joué du jazz sur les orgues de la chapelle et surtout parce que je lisais des livres à l'Index, comprenez *À ne pas lire*, dont les *Contes* (érotiques) de La Fontaine. Au lieu des classiques, et des auteurs à la mode du temps, Duhamel, Bourget, Bordeaux, je dévorais Blaise Cendrars, bourlingueur, affranchi, et Giraudoux, fantaisiste provocateur. En classe, pour choquer, je récitais les passages les plus grivois de Rabelais. Ça faisait rire les camarades et blêmir les frères. C'était de la pure provocation de ma part. À cet âge, au demeurant, j'étais assez pudique, et j'ai toujours abhorré la grossièreté.

Ai-je su leur témoigner cette hostilité ? Je ne sais pas. Il est clair que je cherchais à me moquer de l'ordre établi. J'ai écrit mon premier conte à dix-huit ans environ. Il s'intitulait *Nézon*, et c'était l'histoire d'un être répugnant qui avait la manie de se mettre les doigts dans le nez. Vous voyez le genre ? Mais ouvrez plutôt *Nézon*, recueil de contes presque introuvable aujourd'hui, sauf en bibliothèque et, avec un peu de chance, dans certaines librairies d'occasion. N'y a-t-il pas une description du nez de *Nézon* ? N'est-ce pas ? «Son nez, qu'il était gros, qu'il était composé de deux trous démesurément ouverts.

...Il, je veux dire le nez, avait les yeux démesurément ouverts sur tout, révélateurs de cynisme, de curiosité malsaine, de ce que chez les bonnes gens, on appelle le vice»². Je me souviens d'un autre conte, assez rigolo. *Le Grand à Léon*. Une vieille villageoise frustrée apprenait que sa nièce avait une aventure avec un garçon et elle ébruitait l'affaire. Pour se venger, Léon installait dans la maison de cette commère une bombe à purin qui éclatait à l'heure même de la messe du dimanche. Bien plus intéressé par la sensation que par le sermon du curé, tout le monde se précipitait alors chez la pauvre femme, morte de peur.

À la parution de *Nézon*, en 1945, la critique vit en moi un écrivain prometteur, rafraîchissant, bien que, comme Émile-Charles Hamel le souligna, fumiste à la Cocteau. Le recueil ne contenait pas que ces récits un peu fous. J'y avais livré beaucoup de mes états d'âme : j'étais, à l'époque, «triste et las, plein de ce grand désespoir qu'ont les jeunes garçons au cœur immense, que personne n'aime à la seule véritable mesure...»³. J'y avais décrit les paysages de Sainte-Rose, et des Mille Îles, coin enchanteur où j'avais passé mon enfance. Je m'imaginais y être heureux, enfin, avec la femme de ma vie. «Elle aimait le bois, écrivais-je, on respirerait le bois mais d'une seule tête penchée, d'un seul sens tendu ; elle aimait le soleil ? On irait en pèlerinage — elle ses mains nues, il raffolait des mains dorées, — vers les endroits où l'été le soleil ne luisait que pour lui, lui et ses arbres, lui et sa forêt miniature où règne le rêve comme un roi sur un peuple sans ministre.»⁴ Tiens ! Je constate avec le recul que j'étais assez poète...

Je me souviens avoir fait paraître au Jour une «Réponse à un crétin». Le crétin se nommait Gontran. Inspiré par l'abbé Bethléem, que vous n'avez pas connu, heureusement, il prétendait que l'opéra *Pelléas et Mélisande*, auquel j'ai voué un culte, c'est vrai, était «un poème sordide sur musique sensuelle»

MD : Vous cherchiez l'amour, désespérément. L'avez-vous trouvé ? Peut-on, sans indiscrétion, aborder ce sujet ?

RB : Ceux qui m'ont connu savent que j'ai été un éternel amoureux, sans cesse à la recherche du bonheur. J'ai follement aimé les femmes. Ma mère, mes tantes, les jeunes filles en blanc de mes vingt ans, de mes trente ans, comme je les appelais. Je peux le dire maintenant sans crainte. Tout ce que j'ai écrit parle d'elles, est inspiré d'elles. Chacun de mes ouvrages porte la marque d'une femme, de la compagne d'un moment ou d'une vision d'amour fugace. Je sais qu'elles pensent encore à moi, de temps à autre, et qu'elles s'y reconnaissent. Je ne souhaite pas vous donner les clefs de mes textes mais je veux bien vous indiquer des pistes.

Prenez *Rhum Soda*, récit d'un voyage rocambolesque que j'entreprenais en 1946 à bord de mon bateau à voile. Je

comptais, en effet, me rendre au Brésil depuis la Nouvelle-Écosse. Mais de tristes aventures me faisaient échouer, entre autres, en Haïti. Plongez-vous avec moi dans ce «rêve habité par mille femelles, aux seins noirs, aux coeurs d'or, aux ventres enfantins, aux ventres mûrs, aux bouches pleines de chansons, d'expressions d'une tendresse fondante, aux esprits troublés par les légendes des ancêtres...».⁵

Reprenez *Nézon*, «conte de fée où les seuls personnages sont la jeune fille aux yeux profonds comme un soir sans étoile et l'adolescent, le petit garçon au sourire franc dont le plus grand plaisir serait de circuler avec elle par la main, à travers les peuples assemblés, leur disant: «Voyez comme elle est belle ! N'est-ce pas que j'ai raison de l'adorer !»».⁶

Et dans *La saison des artichauts*, nouvelle que j'écrivais quelques années avant de disparaître, j'évoquais ces yeux aimés, découverts dans l'enfance et retrouvés à quarante ans, à un moment de ma vie où je croyais l'amour évanoui, ces «yeux bleus, d'un bleu pâle transparent : on voyait à travers [...] toujours mouillés, toujours dans l'eau. Quand elle souriait, avec ces yeux-là, le miracle avait lieu...».⁷ Dans ce même récit, je décrivais cette autre femme que, jusqu'à ma mort, j'ai manquée et regretté d'avoir si mal quittée. «... Biche revêche, colombe noire, cher ange révolté [...] elle était belle, belle, elle était belle à crier...».⁸ Elle était pour moi une muse, alors que cette autre, que j'ai cachée sous le nom de Madame de Chou, fut mon égérie. Je lui dois le seul roman que j'ai jamais osé écrire.

Retrouvez ce *Quelqu'un pour m'écouter* dont on parla toute une année, il y a longtemps. Il dort dans un vieux carton, sur une étagère ou chez des amis. Jean Éthier-Blais, Gilles Marcotte, Alain Pontaut, Monique Bosco se souviennent, encore aujourd'hui, j'en suis sûr et tout de même humble, que c'était un bon roman. Certains de ces critiques connaissaient le vrai visage de Madame de Chou. Je lui disais, dans notre chambre dorée d'une maison deux fois centenaire : «...cheveux longs, lèvres pâles, tu es la Petite Fille aux Allumettes; cheveux courts, joues blafardes, lèvres peintes, tu es une fille; cheveux disposés en macarons et yeux étirés de côté, tu deviens un mélange de Coréenne et de Russe Blanche...».⁹

Oui j'ai aimé, mais plus encore on m'a aimé, moi le vorace, l'égoïste, le charmant enjôleur, tendre, faible, souffrant et criant à tout venant ma passion de vivre. Vous en savez déjà long, sur moi, avec ces quelques confidences.

MD : Vous semblez avoir été gâté par l'existence, Réal Benoit : talent, charme, succès. Maintenant que vous ne souffrez plus, pouvez-vous nous dire, après nous avoir fait comprendre que vous avez connu une période de désespoir, si vous avez souffert dans votre vie qui, à première vue, semble heureuse ?

RB : Toute ma vie j'ai détesté et fui la souffrance, parce que j'ai souffert, très jeune, dans ma chair. Je n'ai jamais aimé m'apitoyer; cela me gênait et m'irritait au plus haut point. Cependant, puisque vous posez la question, je puis rappeler, en vrac, quelques souvenirs malheureux.

La poliomyélite, dont je fus frappé à l'âge de deux ans, gâcha bien évidemment en partie mon passage sur terre. Mon âme de Don Juan, qui néanmoins sut accumuler les con-

quêtes, aurait espéré une allure à la fois puissante et désinvolte. Mon tempérament aventurier, qui me fit cependant sans cesse voyager à travers le monde, aurait souhaité une solide carcasse. Enfin, ma sensibilité d'écorché aurait apprécié une enveloppe moins remarquable. En d'autres termes, je préférerais que seule mon intelligence attirât l'attention. Il est bien des frères, pour en revenir à eux, qui ne m'ont pas épargné leurs méchants commentaires. Je dois à cette maladie la hargne qui longtemps m'habita et, bien entendu, la difficulté de m'aimer. Toutefois, je lui dois également de peut-être n'avoir pas été un fat, et je lui dois ma passion exacerbée pour les arts.

J'ai écrit mon premier conte à dix-huit ans environ. Il s'intitulait *Nézon*, et c'était l'histoire d'un être répugnant qui avait la manie de se mettre les doigts dans le nez. Vous voyez le genre ?

Mais ce ne fut rien à côté des autres peines, desquelles on ne se console jamais. La séparation, même si je la décidais à peu près toujours, d'avec les femmes que j'ai aimées, et surtout la mort. Je crois que celle de mon fils aîné, disparu accidentellement à l'âge de huit ans, fut la plus intense. Jusqu'à ma propre mort, je n'ai vraiment pleuré qu'à cause de lui, le Dieu blond, dont je me souviens ici et là, dans *Quelqu'un pour m'écouter*. Mais pourquoi s'étendre davantage sur ce passé affreux, puisque j'ai retrouvé mon Dieu blond...

À trente ans, lorsque j'ai constaté que mon bateau à voile était pourri, et que, par conséquent, je ne pourrais pas me rendre au Brésil, comme je l'avais prévu et fièrement annoncé, j'ai amèrement pleuré, devant tout le monde. Je ne savais pas encore, voyez-vous, ce qu'était la vraie souffrance, celle qui vous arrache une partie de vous-même et non pas celle qui égratigne votre orgueil. C'est bien différent. Mais je ne voudrais pas sombrer ici dans des discours philosophiques moralisateurs. Ce n'est pas mon genre.

MD : Vous m'intéressez beaucoup, Réal Benoit. Vous êtes un savoureux mélange de fantaisie, de profondeur, de causticité et de romantisme. Vos livres, j'en suis sûre, vous ressemblent. Les ouvrir signifierait prolonger ce moment privilégié d'un entretien avec nous. Néanmoins, je dispose encore d'un peu de temps pour satisfaire ma curiosité. Un homme n'est jamais seul. Il appartient à un réseau. Quel fut le vôtre ?

RB : Même entouré de monde, je crois avoir été toujours seul, un peu en marge de tout mouvement, une sorte d'«hors-série» comme dirait cet historien que vous aimez, Henri Guillemain, qui est venu nous rejoindre il y a peu de temps, pour mon plus grand plaisir intellectuel. Malgré que je n'aie pas appartenu à des milieux littéraires ou tout au moins artistiques, que je n'aie pas été engagé dans les causes du *Refus global*, de l'*Hexagone*, de *Parti Pris* ou même de *Cité libre*, je crois, parce

que j'ai lutté contre l'ignorance, parce que j'ai tenté de bousculer une société qui m'apparaissait contrainte, avoir contribué à ce que la modernité se taille une place dans notre culture. Et cela, bien sûr, je n'y suis pas arrivé seul. Ces gens, que j'ai admirés, aimés, sont, cette fois, en cause.

Ceux qui m'ont connu savent que j'ai été un éternel amoureux, sans cesse à la recherche du bonheur. J'ai follement aimé les femmes. Ma mère, mes tantes, les jeunes filles en blanc de mes vingt ans, de mes trente ans, comme je les appelais. Je peux le dire maintenant sans crainte.

En 1945, par exemple, je publie *Nézon*. Peu de Canadiens-français ont alors donné ce genre de prose surréaliste, cocasse, hardie, dérangeante, tant par le fond que la forme. Je dis prose car à l'égard de la poésie cela se passait différemment. C'est la lecture séduisante des grands, mes grands, Cocteau, Giraudoux, Cendrars, Toulet, Schwob, qui d'abord, a influencé mon style et mes idées. Et à cette époque, je fréquentais des artistes d'avant-garde, comme on dit.

J'ai été très lié avec le poète Gilles Hénault — il m'avait d'ailleurs nommé, au moment de mon voyage, Capitaine Bengoose (Ben(oie)) —; je voyais régulièrement le peintre Jacques de Tonnancour qui a illustré *Nézon*; j'avais d'excellents amis que j'aimais, à ma façon, c'est-à-dire absolument. Parmi les «connus», j'adorais le compositeur Maurice Blackburn, je respectais beaucoup le critique et musicien Jean Vallerand, je serrais, de temps en temps, la main barbouillée de Léo Ayotte. Je me souviens avoir profité de mon voyage de nocces, à New York, pour aller interviewer Fernand Léger et Marc Chagall.

Lorsque je suis parti en voyage vers le Brésil, André de Tonnancour, le frère de Jacques, est venu me rejoindre. C'est un peu grâce à lui que je me suis lancé dans la production et la réalisation de films. Nous avons fondé notre compagnie en 1949, en un temps où la télévision n'existait pas encore et où les sociétés privées étaient plus que rarissimes. C'était risqué et enivrant. Nous avons monté le premier film de Jacques Hébert, célèbre globe-trotter des années cinquante. La cinémathèque québécoise possède toujours *Artistes primitifs d'Haïti*, le film le plus important que j'ai réalisé avec Tonnancour. La Benoit-de Tonnancour grandissant, ainsi se nommait l'entreprise, nous avons eu recours à des pigistes : Claude Jutra et Jean Boisvert, pour ne citer que ceux-là, sont devenus mes amis, et de grands compagnons de fête. Connaissiez-vous *À tout prendre* de Jutra ? J'y fais une brève apparition, avec Madame de Chou. C'était une belle époque, pleine de cris joyeux.

Le cinéma a fait son temps dans ma vie. J'ai essayé, dans ce milieu, de durs revers de fortune. En 1960, j'ai été rescapé par Radio-Canada. On m'a offert un poste tout nouveau à

l'époque, celui de directeur des émissions sur film, que je crois avoir bien rempli. Mes tâches m'obligeaient à voyager beaucoup et, notamment, à Venise, à Berlin, à Cannes où se tenaient les festivals de films. Jadis, j'avais déjeuné avec Fellini, j'avais défendu Elia Kazan et Robert Bresson; aujourd'hui, j'invitais François Truffaut chez moi, je connaissais une folle amitié avec Arthur Lamothe, j'étais reçu chez Georges Descrières, par exemple, mieux connu sous le nom d'Arsène Lupin. C'était un tourbillon de divertissements, de bonne chère et de rires qu'assombrissait seulement le triste snobisme qui s'agglutine infailliblement à ce genre d'événements.

Des gens, j'en ai connus plein, j'en ai aimé plein. Je pense à Villa-Lobos de qui je suivis, au Brésil, en 1947, les cours d'histoire de la musique; à l'écrivain André Laurendeau, auquel je fus personnellement et profondément lié les dernières années de sa vie; au dramaturge Marcel Dubé qui m'encouragea, et qui se chargea, avec mon fils cadet, d'éditer, après ma mort, la dernière version de *Rhum Soda*; au réalisateur Jean-Paul Fugère, enfin, qui adapta à l'écran deux de mes téléthéâtres. L'un deux, *Le Marin d'Athènes*, connu, en 1965, à la veille de la libération sexuelle, un succès de scandale.

Louis-Philippe Roy, du journal *L'Action*, souleva une polémique autour de ce qu'il avait qualifié d'«écoeuranterie». Mon fils a conservé les lettres d'injures que j'ai reçues à ce sujet, dont une alerte à la bombe ! Le propos honteux de ce livre, me demandez-vous ? Un homme de trente-cinq ans, qui me ressemblait, et qui ne se trouvait pas heureux de vivre sa petite vie de mari, de père et de sérieux pourvoyeur, rencontrait un jour une ancienne flamme. Marqué par un fait divers qu'il avait récemment lu, il se figurait, comme ce marin dont l'histoire l'avait impressionné, se retrouver, après des années d'absence, dans un bordel tenu par sa mère et auprès d'une fille qu'il découvrait être sa soeur. Oui, oui. *Le Marin d'Athènes* se déniche en librairie d'occasion.

Je crois que celle de mon fils aîné, disparu accidentellement à l'âge de huit ans, fut la plus intense. Jusqu'à ma propre mort, je n'ai vraiment pleuré qu'à cause de lui, le Dieu blond, dont je me souviens ici et là, dans Quelqu'un pour m'écouter.

MD : De votre vivant, Réal Benoit, des hommes et des femmes ont reconnu votre talent, l'ont même qualifié de prodigieux; ont fait l'éloge de vos écrits; ont goûté votre personnalité pétillante et la richesse de votre culture. Il y a vingt ans qu'on ne sait plus qui vous êtes. Pourquoi vous a-t-on oublié ?

RB : La célébrité est souvent passagère, la postérité aléatoire, les hommes pressés, avides, partiaux et insatisfaits. On m'a oublié comme on en a oublié et comme on en oubliera tant d'autres. Je suis né dans un pays dont je n'aimais pas, ou peu, les écrivains. Me rendent-ils aujourd'hui la pareille ? La littérature du terroir m'assomait; je ne pouvais pas souffrir,

en littérature, toute manifestation politique. Je suis mort au moment où le joual commença à régner sur notre culture. J'étais un partisan de la langue française. Bref, je n'étais pas dans le coup, dans ce coup du moins, et je disais ouvertement ne pas vouloir l'être.

Je crois que celle de mon fils aîné, disparu accidentellement à l'âge de huit ans, fut la plus intense. Jusqu'à ma propre mort, je n'ai vraiment pleuré qu'à cause de lui, le Dieu blond, dont je me souviens ici et là, dans *Quelqu'un pour m'écouter*.

Toute ma vie, j'ai rêvé d'universalité et d'infini, j'ai refusé le cloisonnement, la soumission; toute ma vie, j'ai cru en cette phrase — une chaleur, une espérance — que j'ai glissée dans *Quelqu'un pour m'écouter* : «...Il faut vivre... phrase-clé des soirs de joie, des soirs de désespoir, dans la joie de ces soirs où l'amour et l'amitié n'étaient pas bien loin, à portée de bras, à portée de voix...».¹⁰

MD : Dites-nous si vous valez la peine d'être lu, sinon relu.

RB : Ce n'est pas à moi de me recommander à vous. Ce serait prétentieux. J'ai eu envie de me manifester aux lecteurs de *Cité libre* parce que j'aime le contact humain. Je ne puis, en conclusion, que vous dire de lire, d'aimer, de partager, de faire connaître ce qui est beau. Ça, c'est la nourriture terrestre.

MD : Avant de nous quitter, dites-nous un mot de l'au-delà.

RB : Relisez *Tout en rond tout en jaune* dans *Nézon*, et apprenez que j'ai été «happé par une salangane [et qu'un] jeune couple de Chinois amoureux [me] dégusta paisiblement peu après en un délicieux nid d'hirondelle : — «C'est bien bon», se dirent-ils pendant trois jours, en se frottant le nez avec amour, délice et orgue.¹¹

NOTES

1. Benoit, Réal, «Réponse à un crétin», dans *Le Jour*, 6 juin 1940, p. 3.
2. Idem, *Nézon*, Montréal, Lucien Parizeau et Compagnie, 1945, 131 p., illustrations et couverture de Jacques de Tonnancour, p. 9-10.
3. *Nézon*, p. 49.
4. *Nézon*, p. 28-29.
5. *Rhum Soda Rhapsodies antillaises*, dans «Les Écrits du Canada français», no 8, 1961, p. 93 à 164, p. 106.
6. *Nézon*, p. 33.
7. *La saison des artichauts*, Montréal, Le Cercle du Livre de France, 1968, 89 p. p. 12.
8. *Ibid.*, p. 45 et 57.
9. *Quelqu'un pour m'écouter*, Montréal, Le Cercle du Livre de France, 1964, 126 p., p. 87.
10. *Ibid.*, p. 16.
11. *Ibid.*, p. 70-71.

Pays nouveaux, sentiments anciens

DANIELLE MILLER

Les récentes émeutes raciales de Los Angeles, et les répercussions dangereuses que pourrait avoir le culte de la personnalité qui se développe autour de Jean-Marie LePen, soulignent l'immortalité du racisme. Tout comme la peste de Camus, «le bacille (de la discrimination) ne meurt ni ne disparaît jamais, (mais) peut rester pendant des dizaines d'années endormi dans les meubles et le linge (... ainsi que) dans les chambres, les caves, les malles, les mouchoirs et les paperasses» (Camus p.297). Cependant, pour comprendre et combattre la propagation du bacille en question, une étude des victimes devient aussi importante qu'une analyse des instigateurs. Lorsque l'auteur torontois, M.G. Vassanji, décrit dans son roman *No New Land*, le malaise qu'éprouve un protagoniste tanganyikien à la fois envers le Canada et sa propre «communauté», il présente une nouvelle perspective de réflexion sur la discrimination.

No New Land postule que la discrimination intra-ethnique des immigrants, le manque de solidarité entre individus et l'intolérance des nouveaux venus sont aussi nuisibles à l'intégration des Tanganyikiens que le conflit canadien-immigrant.

Le racisme, plus qu'un simple conflit entre Canadiens et immigrants, repose sur des distinctions de classe, de personnalité et d'ambition à l'intérieur d'une communauté ethnique. *No New Land* traite de la migration d'une minorité musulmane tanganyikienne à Toronto pendant les années soixante-dix, après la montée du nationalisme africain. Nurdin Lalani, sa femme Zera et leurs deux enfants, Fatima et Hanif, découvrent que le Canada n'est pas un paradis terrestre, mais bien une société hiérarchisée, raciste et criblée d'injustices. Au lieu d'accuser les WASP torontois, Vassanji analyse les attitudes et les actions tanganyikiennes qui perpétuent le racisme. Effectivement, *No New Land* postule que la discrimination intra-ethnique des immigrants, le manque de solidarité entre individus et l'intolérance des

nouveaux venus sont aussi nuisibles à l'intégration des Tanganyikiens que le conflit canadien-immigrant.

Vassanji suggère que la solitude voire l'aliénation de l'immigrant provient souvent de l'adhérence de sa communauté à un système de stratification sociale rigide. L'auteur mentionne, sans rabâcher, l'ignorance destructive des Canadiens qui croient que tout individu «de couleur» est Pakistanais. Il souligne aussi la discrimination sociale qui s'effectue entre immigrants. Zera se fait renvoyer de son poste de secrétaire par un médecin chinois sous prétexte qu'elle ne parle pas suffisamment bien l'anglais. Les Lalanis découvrent rapidement qu'il existe au Canada une hiérarchie ethnique complexe, sinon paradoxale, et que la discrimination la plus immédiate à laquelle ils se heurtent provient de leurs propres «Compatriotes».

L'aliénation, dans *No New Land*,
ne touche pas tous les immigrants,
elle résulte souvent de distinctions
sociales exercées par les Tanganyikiens.
Ceux qui le peuvent, s'échappent rapidement
de leur ghetto.

L'aliénation, dans *No New Land*, ne touche pas tous les immigrants, elle résulte souvent de distinctions sociales exercées par les Tanganyikiens. Ceux qui le peuvent, s'échappent rapidement de leur ghetto. Ainsi, fait Jamal, le jeune avocat «disliked being treated as one of them, to be identified with the ragamuffin he had been as a boy» Ce manque de solidarité devient dangereux, car il expose les Tanganyikiens au racisme et à la violence. *No New Land* contient une scène particulièrement horrible dans laquelle Nanji, le jeune professeur, refuse de s'approcher de son ami, Esmail, épiciier taquiné par trois jeunes punks. L'événement s'aggrave lorsque ces derniers poussent Esmail par-dessus le quai du métro et lui cassent les deux jambes. Nanji, bien que son ami ait survécu, restera hanté par son manque de courage. La communauté tanganyikienne, chargée de recevoir et de mettre à l'aise les nouveaux immigrants, joue un rôle contradictoire. Tout en facilitant la transition entre le pays d'origine et le Canada, elle renforce les distinctions de classes qui empêchent certains Tanganyikiens d'acquérir une mobilité sociale. La réussite au Canada dépend, en grande partie, de l'ambition et de la tolérance envers le mode de vie canadien.

Tout en soulignant les mécanismes sociaux qui font obstacle à l'intégration économique de certains immigrants, Vassanji postule que la réussite repose sur l'initiative de chaque protagoniste. Ainsi les Tanganyikiens professionnels exerceront leur métier au Canada. Jamal, ancien ministre, arrive au Canada pour devenir un avocat astucieux et renommé. Nanji aussi, intellectuel envoyé aux États-Unis pour étudier, deviendra professeur de linguistique à l'Uni-

versité de Toronto. Cependant que Nurdin, qui n'avait aucune ambition précise au Tanganyika et changeait d'emploi souvent, éprouve de la difficulté à gagner sa vie au Canada. *No New Land* reconnaît toutefois l'influence de l'âge et de certains mécanismes racistes — la nécessité du «Canadian experience» — sur l'acquisition de nombreux emplois. Les prédispositions de l'individu à un changement de vie façonnent alors son expérience.

Vassanji attribue l'aliénation de certains immigrants à leur désir de se réfugier dans un rôle stable de victime, ainsi qu'à leur intolérance. À plusieurs reprises, Nurdin interprète des incidents / événements quelconques comme étant des preuves de racisme. Lorsqu'un officier lui refuse la permission d'entrer en Angleterre, il en conclut que celui-ci voulait protéger les citoyens britanniques contre les immigrants venus voler leurs emplois. De même, Nurdin se croit méprisé par sa femme et sa fille parce qu'il ne peut trouver de travail aussi rapidement qu'elles. Vassanji indique que le malaise devant l'intégration est dû à une réticence, souvent inconsciente de l'immigrant, à se croire «canadien». Effectivement, Nanji estime que seuls les Tanganyikiens sont ses «compatriotes». Vers la fin du récit, néanmoins, Nurdin commence à comprendre que pour devenir Canadien il ne faut pas abandonner ses propres croyances et sa culture, mais être plus ouvert aux coutumes de son nouveau pays.

Un des éléments les plus frappants de *No New Land* demeure l'intolérance de l'immigrant à l'égard de la culture canadienne. Certains Tanganyikiens sont plus que des victimes passives, mais bien des vaisseaux d'intolérance. Lors d'un défilé de mode de sous-vêtements féminins, Zera et sa soeur, scandalisées par la morale de leur nouveau pays, déclarent «We have something to give too to this country. Morals I say». Au début, Nurdin aussi a peur de renier ses coutumes pour participer à la vie canadienne. Il s'inquiète de ce que «slowly like bestial traits — cruelty and promiscuity, in one word, godlessness — overcame you. And you became morally like them. The Canadians». Ainsi, l'immigrant de Vassanji n'est pas impuissant et toujours victime d'un système social discriminatoire, mais peut, s'il le désire, s'intégrer à la société et s'y tailler une place.

Avec *No New Land*, M.G. Vassanji présente les paradoxes et les conflits internes qui déchirent certaines communautés immigrantes. Accusant les Tanganyikiens d'être aliénés et racistes, l'auteur postule qu'un changement de pays n'engendre pas nécessairement un changement de mentalité. *No New Land* brouille ainsi toute distinction sujet / victime et force le lecteur à repenser et à redéfinir cette relation. Ce roman aide toutefois à comprendre les subtilités du racisme canadien et dévoile l'ampleur de la tâche qui attend des villes comme Montréal, Toronto, Vancouver et Halifax qui se heurtent souvent à des conflits ethniques. ✍

BIBLIOGRAPHIE

CAMUS, ALBERT, *La peste*, Paris : Éditions Gallimard, 1947.

VASSANJI, M.G., *No New Land*, Toronto : McClelland & Stewart Inc., 1991.

Le malaise de la modernité

JEAN-PAUL MURRAY

«L'homme est né libre, et partout il est dans les fers.»

— JEAN-JACQUES ROUSSEAU

La modernité est un concept qui se traduit, pour plusieurs, par un mode de civilisation qui s'est libéré des traditions, des superstitions, voire de tous les obstacles au progrès humain.

Cette idée évoque chez moi le film de Charlie Chaplin *Modern Times*. Tel un grain de mil donné à moudre aux épouvantables meules de la technologie, on voit Chaplin pris dans l'engrenage d'une machine infernale, duquel il ne peut se dépêtrer. L'homme est contrôlé par sa propre créature.

Or, la modernité demeure une notion ambiguë, qui dénote, d'une part, des bouleversements techniques, scientifiques et politiques depuis le XVI^e siècle, et, d'autre part, une forte valorisation de la liberté individuelle. Malheureusement, le déterminisme technologique, enfanté par la modernité, entre en conflit direct avec son autre rejeton, la liberté.

L'ironie de la modernité se manifeste ainsi: la technologie a libéré l'homme de ses corvées mais la raison instrumentale et la société capitaliste ont dressé une cage de fer autour de lui, déterminant son existence dans une large mesure.

Le malaise de la modernité, selon Charles Taylor, se définit par un sentiment de perte ou de déclin éprouvé par les individus à l'égard de la société et de la culture contemporaines, et ce, au moment même où la civilisation se développe.

Ce sentiment de déclin gravite autour de trois thèmes principaux: l'individualisme, la primauté de la raison instrumentale — c'est-à-dire, un mode de raisonnement qui nous aide à appliquer le moyen le plus efficace pour arriver à une fin déterminée — et les conséquences de l'individualisme et de la raison instrumentale sur la vie politique.

L'individualisme est une des grandes réussites de la civilisation moderne. L'individu possède une liberté remarquable de choix et de conscience. Par contre, dans la mesure où la société limitait auparavant les choix du particulier, elle l'encadrait dans un univers bien défini. Ainsi, l'individualisme poussé à la limite évacue l'homme

de la société, et enlève une grande partie de son sens à la vie. Pour Taylor, les manifestations les plus inquiétantes du triomphe de l'individualisme se retrouvent dans les valeurs de la société dite permissive, dans la «me generation», et la prépondérance du narcissisme.

Au triomphe de l'individu, s'ajoute celui de la raison instrumentale. Une fois le statut sacré de la société démystifié par la raison, le monde désormais, non plus déterminé par la volonté de Dieu, peut être remodelé afin d'assurer le bonheur et le bien-être de tous. Dorénavant, l'univers est à notre disposition et, avec l'aide de la technologie, il peut combler tous nos besoins.

Bien que ce changement nous assure une plus grande liberté, il comporte plusieurs risques. Ainsi, lorsque l'efficacité et la rentabilité deviennent les critères mêmes de nos décisions, nos libertés individuelles sont sévèrement limitées. À titre d'exemple, la croissance économique est utilisée comme prétexte pour justifier une distribution inéquitable de la richesse et des revenus, ainsi que la destruction de l'environnement. Paradoxalement, la raison instrumentale peut se métamorphoser en carcan.

Vient s'ajouter au triomphe de l'individu, celui de la raison instrumentale.

Le troisième thème du malaise: les institutions et les structures de la société techno-industrielle limitent considérablement la participation efficace. Le marché concurrentiel et la bureaucratie définissent les cadres qui nous entourent.

La société est fragmentée; l'individu y est isolé et peut difficilement s'identifier à une communauté. Par conséquent, l'action politique semble vaine. Parce que les citoyens refusent de participer activement à leur propre gouvernement, la liberté s'effrite. Que cet engagement s'effondre, que les associations politiques s'étiolent, et le citoyen est condamné à être seul, sans pouvoir, face à l'État bureaucratique.

Or, pour retrouver le droit chemin dans ce vaste labyrinthe, selon Taylor, l'individu doit retourner aux sources morales de l'individualisme et de la raison instrumentale.

La première étape pour s'affranchir du malaise de la modernité consiste à comprendre combien l'éthique de l'authenticité individuelle s'est désagrégée par rapport à ses origines. Ainsi, dans Descartes et Locke, par exemple, la valorisation de l'individu avait pour objet de le libérer des tabous et des fétiches qui l'accablaient et qui nuisaient à son épanouissement. Dorénavant, l'individu libre pourra utiliser ses propres facultés pour se définir par rapport à l'univers et à la société.

Cependant, cette liberté s'est retournée contre lui. Libéré de ses tabous et de son ignorance, l'individu a brisé

ses liens avec les autres. Étant donné que les devoirs sociaux entrent en conflit avec le développement personnel, on les relègue aux oubliettes. La société s'atomise, et le narcissisme domine.

L'individu devenu trop centré sur lui-même est la raison principale de cette dégénérescence. Pour Taylor, il va de soi que la liberté et l'autonomie modernes doivent être centrées sur l'individu; l'idéal de l'authenticité exige que nous définissions notre propre identité. Il fait cependant une distinction importante entre la «manière» et le «contenu» de ce processus de définition. La manière s'applique à ma liberté de choisir un credo ou un mode de vie. Cependant, le contenu de ce style de vie ne doit pas se référer exclusivement à moi. Confondre manière et contenu, selon Taylor, c'est sombrer dans le subjectivisme pur, voire le narcissisme.

La deuxième étape veut assouvir l'angoisse moderne, et procède par conséquent à une récupération à partir des sources de la raison instrumentale. Pour comprendre, selon Taylor, comment celle-ci a dévié de ses origines, il faut analyser l'erreur de Descartes. Ainsi, Descartes accordait trop d'importance au fait que les humains sont essentiellement constitués d'une raison en soi, ou désengagée. Pour Taylor, l'erreur a été d'ignorer que la raison ne s'exerce pas dans le vide: elle a un caractère émotif important; elle s'exerce dans un contexte social; et elle s'incarne dans un corps. Enfin, si l'idéal de Descartes prône la pensée indépendante, il ignore toutefois l'aspect moral de la raison, c'est-à-dire qu'elle doit servir à améliorer le sort de l'humanité.

Pour Taylor, l'erreur a été d'ignorer que la raison ne s'exerce pas dans le vide: elle a un caractère émotif important; elle s'exerce dans un contexte social; et elle s'incarne dans un corps.

Afin de combler cette lacune, Taylor évoque Francis Bacon. Selon Bacon, la science ne possède pas exclusivement un caractère épistémologique, mais aussi une dimension morale. La science n'est pas une fin, mais plutôt un moyen d'atteindre un but précis.

Au début du XVII^e siècle, Bacon avait critiqué la tradition aristotélicienne dans les sciences. Celle-ci n'avait contribué en rien à relever la condition de l'homme. Il proposa alors un nouveau modèle, dont le critère de vérité serait le pragmatisme.

La dernière étape susceptible de nous sortir de notre malaise est la prise de conscience par les individus que la technique ne leur impose pas pour autant son hégémonie: ceux-ci possèdent encore certaines libertés.

Bien que la société moderne soit fragmentée, l'action collective demeure le moyen que l'individu devra privilégier

s'il veut exercer ses pouvoirs décisionnels face à l'État bureaucratique.

Il s'agit ici de recréer des liens qui permettraient aux citoyens de s'identifier à une communauté politique. Une participation démocratique vigoureuse de la part des citoyens pourra freiner la dérive vers l'atomisation et l'instrumentalisation, précipitées par le marché concurrentiel et l'État bureaucratique.

Les trois thèmes utilisés par Taylor proposent d'excellents jalons à partir desquels nous pouvons identifier le malaise de la modernité et chercher des solutions. Cependant, son cheminement comporte des lacunes.

Dans un premier temps, Taylor considère que l'individualisme à outrance est une des causes du malaise. Or, à mon avis, la culture dite narcissique, axée sur l'individu, est plutôt un symptôme du malaise, le déterminisme technique en étant la cause. Cette culture s'est érigée à partir de la désaffection et de l'aliénation éprouvées par l'individu face aux solutions collectives offertes par la raison instrumentale aux problèmes de l'humanité.

Le courant de pensée existentialiste est un bon exemple de ce détachement. Dans une large mesure, celui-ci fut une réaction à l'État, à l'idéologie, et à tous les remèdes offerts par la technique aux problèmes de l'humanité. Sa cause principale: l'écroulement au cours du XX^e siècle de plusieurs structures qui avaient jadis donné à l'Occident un semblant de stabilité. Ainsi, la Première guerre mondiale consacra l'effondrement de l'équilibre des pouvoirs entre les grandes nations et les empires, la crise économique des années trente révélant, quant à elle, les faiblesses du capitalisme, etc.

Taylor indique que le repli sur soi-même est dû à une perte de vue des sources morales de l'individualisme, mais il n'indique pas vraiment la cause de cette «myopie». À mon avis, celle-ci serait largement attribuable à la recherche d'un refuge moins aléatoire que l'idéologie.

Si Taylor fait état de trois thèmes qui déterminent la modernité, il consacre plus des deux tiers de son livre à un seul d'entre eux: l'individualisme. Or, une discussion plus approfondie des deux autres éléments, plus particulièrement celui de la raison instrumentale, aurait certainement contribué à mieux cerner le problème.

«La soumission de tous au mécanisme impitoyable de la production et de la croissance économique»¹, souligne, à mon avis, l'enjeu principal de la modernité. Ainsi toute explication de ce phénomène doit se faire à partir d'un examen rigoureux de la révolution technique, «à laquelle seule la révolution néolithique peut être comparée et qui ... ouvre une période inédite de l'aventure humaine».²

The Malaise of Modernity, Charles TAYLOR

CBC Massey Lectures Series,

House of Anansi Press Limited, Concord, Ontario,

1991, 135 pages.

NOTES

1. ARON, Raymond: *Les désillusions du progrès: Essai sur la dialectique de la modernité*, Calmann-Lévy, Paris 1969, p.14

2. ARON, Raymond: *Ibid.* p.15

Les flèches du Parthe

PAUL-CHRISTIAN NOLIN

«La flèche du Parthe : Mot méchant, trait ironique, dure vérité lancée en se retirant, qui atteint au coeur celui qui prend congé et qui ne s'y attendait pas».

— FRÉDÉRIC DELAVENAGE

Percé, le 31 juillet 1992

Le soleil ardent du matin donne au Rocher Percé une teinte rose qui tire sur le pêche et qui rappelle la couleur si spéciale que prend le Parlement de Westminster, tout de dentelle, par les belles fins d'après-midi d'été. Assis à la terrasse de l'Auberge, je savoure quelques jours de vacances, et regarde avec amusement tout le petit monde qui se bouscule pour monter dans les embarcations qui se dirigent vers l'Île Bonaventure.

J'ai appris par la dame du kiosque d'information touristique que toutes les chambres disponibles à Percé sont occupées et qu'on a dû diriger des gens vers d'autres municipalités des alentours pour trouver où nicher. Touristes français en voyage organisé, américains, canadiens anglais et québécois sillonnent les petites rues du village, mangent dans ses minables casse-croûtes et magasinent des petits souvenirs tous plus horribles les uns que les autres — qui n'ajoutent sûrement pas à notre fierté d'être Québécois.

J'imagine la foule qui se presse à Montréal pour les célébrations du 350^e anniversaire... Des amis de la métropole me disent que ça n'a pas été l'affluence à laquelle on s'attendait. Donc pas plus, pas moins de touristes que par les années passées : quand la TPS, la TVQ, les gels ou les réductions de salaire sont à la hausse, les Québécois ont le tourisme à la baisse. Les gens ont-ils craint ce qu'ils avaient cru à tort lors de Québec 1984, c'est-à-dire qu'il y aurait une telle foule qu'ils devraient se stationner à Drummondville ?

Qui aurait pu croire, il y a un an ou deux que les Fêtes du 350^e seraient un grand succès ? Tout semblait aller si mal : le départ du directeur général, Pierre Parent, les problèmes de financement tant auprès des entreprises privées que des gouvernements, l'insignifiance des activités prévues alors, sont autant d'exemples qui laissaient présager le pire. On aurait dit des fêtes de paroisse improvisées par un petit groupe d'amateurs.

Les choses ont changé et les Montréalais ont célébré avec panache le 350^e anniversaire de leur ville. Cela donnait l'impression d'une grande fête de famille. Défilé, feux d'artifice,

concerts, expositions et spectacles se sont succédé à un rythme fou tout l'été. Et partout au pays, les gens se sont sentis un peu de la fête, puisque Radio-Canada nous a retransmis à tous les *Beaux dimanches* que le bon Dieu amène, les spectacles les plus importants présentés Place du 350^e.

C'était à croire que les Luc de Larochellière, Mitsou, Robert Charlebois, Marie Carmen et les autres logeaient en permanence au Square Berri, tellement on ne voyait qu'eux. Tant mieux, ils seront ainsi moins nombreux à se partager la manne de 20 millions de dollars que le maire Doré a fait pleuvoir pour les Fêtes du 350^e. Certains auraient préféré qu'en temps de récession économique, on nourrisse les enfants et loge les itinérants plutôt que d'organiser des fêtes. On ne pouvait cependant passer sous silence pareil anniversaire - pas plus d'ailleurs que les 125 ans du Canada - les occasions que nous avons de nous réjouir actuellement sont si peu nombreuses qu'il vaut mieux ne pas les laisser passer.

Si les Québécois de souche française ont boudé les célébrations du 125^e anniversaire de la Confédération, j'étais heureux de constater que d'autres avaient décidé d'occuper la place laissée vacante, et que ces autres ce sont les néo-Canadiens. Canadiens par choix, ils sont fiers de ce pays et ne peuvent absolument pas comprendre comment nous pourrions le détruire. Le discours du D^r Singh, aux célébrations de Montréal, était un magnifique plaidoyer en faveur de l'unité et de la compréhension entre francophones, anglophones, autochtones et membres des communautés culturelles. Le Québec change et j'en ai pris conscience ce jour-là.

Qui aurait pu croire, il y a un an ou deux que les Fêtes du 350^e seraient un grand succès ?

Percé, la marée monte et les vagues viennent lécher le bout du quai. Le bruit de l'eau, «le plus beau bruit sous la lune» comme se plaît à le répéter Jean-Paul Desbiens, les fleurs, la douce chaleur de la brise, je me sens victime de ce que François Mauriac appelait «le complot de l'eau, de la terre et du ciel pour faire croire que le bonheur existe».

Le bonheur — ce mot a-t-il encore un sens dans la défunte Yougoslavie ? Voilà où mène le nationalisme à outrance. On s'endort en 1914 en entendant le mot Sarajevo, on se réveille en 1992 en entendant le mot Sarajevo. Même crise, mêmes pleurs, même sang. «La guerre démasque le monde, elle te reprend tout ce dont le monde avait fait semblant de te combler» écrivait encore Mauriac en 1919. La lecture de son *Journal* est un pur plaisir : maîtrise de la langue, richesse du vocabulaire, qualité du coeur et surtout pas de fioritures, rien d'ampoulé.

Même plaisir à lire *Une mort ambiguë* de Robert Mallet. Ce livre savoureux retrace toute l'aventure qui a entouré la publication de la correspondance entre André Gide et Paul Claudel, véritable valse hésitation : publiera — publiera pas... Mallet ayant eu la chance de vivre dans l'intimité de ces deux géants de la littérature française est mieux placé que

tout autre pour broser des portraits d'eux qui soient justes, ni trop avantageux, ni trop sévères. Deux citations en exergue du volume donnent bien le ton de l'ouvrage :

«Le spectacle que vous donnent ces vieillards doit bien vous amuser. Vous êtes aux premières loges. Ne manquez pas d'enregistrer. Vous pourrez le raconter un jour, mais vous attendrez que je sois mort.» (André Gide)

Si les Québécois de souche française ont boudé les célébrations du 125^e anniversaire de la Confédération, j'étais heureux de constater que d'autres avaient décidé d'occuper la place laissée vacante, et que ces autres ce sont les néo-Canadiens.

«Ça m'est bien égal, ce qu'on pense de moi».(Paul Claudel)

Lu aussi *Pao Pao* de Pier Vittorio Tondelli, une sorte d'Hervé Guibert italien, du même âge et mort lui aussi en décembre 1991. Le titre plutôt étrange signifie Piquet armé ordinaire, une autre façon de dire qu'un soldat est en faction à une guérite. C'est l'histoire de Tondelli, ce pourrait être celle de tous les autres qui ont passé une année de leur vie dans le service militaire obligatoire, avec toute l'horreur que l'on peut imaginer, la tyrannie des petits, le «confort» des casernes, mais aussi l'amitié qui naît entre ces compagnons de geôle, leurs virées, leurs joies et leurs peines.

Mais Guibert — Tondelli, c'est le même problème du jeune écrivain qui écrit avec la fougue de sa jeunesse, qui a un talent exceptionnel, mais qui meurt avant de donner des oeuvres de maturité.

Et que dire de la traduction de Nicole Sels... L'éditeur parle d'une «langue somptueuse où les argots incongrus d'une génération sont brassés avec des subtilités d'écriture ciselées jusqu'au délice». Charabia ! Madame Sels, vous auriez dû «brasser» davantage «vos subtilités d'écriture», parce que dans certains cas, c'est incompréhensible pour les non-initiés de l'argot. «Alvermann le Magique est allé valdinguer contre un baffle...», «avec musique à tout berzingue», etc. À quand les livres français traduits en français ?

Côté poésie, André Roy vient de publier aux Herbes rouges un nouveau recueil de poèmes intitulé *On sait que cela a été écrit avant et après la grande maladie*, le troisième volet de la trilogie «*L'Accélérateur d'intensité*».

Eternel besoin d'amour, de dialogue et de passion devant la précarité de la vie, corps et âme en chamaille devant la menace de cette terrible maladie dont on n'a pas à prononcer le nom...

«Elle existait toujours la maladie entre la soif des fleurs et la rage des pierres, elle avait dispersé le futur dans les quatre directions ennemies manifestation naturelle qu'ont dévorée toutes les espèces perdues en toi».

Là-bas.

La poésie devient alors quelque chose à quoi se raccrocher,

espérer et peut-être se sauver...

En terminant, je voudrais dire ce que je pense de la vedette incontestée de la saison estivale radio-canadienne, l'animatrice Julie Snyder. Je ne l'avais jamais vue auparavant, on m'avait dit qu'elle avait animé une émission culturelle à une station qui ne l'est pas du tout, je n'en savais pas davantage. Compte tenu de tout le tapage publicitaire que l'on a fait autour d'elle, je m'attendais à trouver une version féminine de Bernard Pivot. Imaginez mon désespoir ? Mais quelle insignifiance ! Pitoyable ! Mais où a-t-on déniché pareil caniche ? Et Radio-Canada a le culot de parler d'une émission culturelle, parce que mademoiselle interroge deux ou trois artistes, un ou deux ministres. S'il suffit de se mettre un sac sur la tête ou de porter des lunettes comme celles de Nana Mouskouri pour avoir du succès et que les gens crient au génie, qu'attend donc Brian Mulroney ?

MAURIAC, François, *Journal*.
Paris, Flammarion, 1934.
Bernard Grasset, 1953.

MALLET, Robert, *Une mort ambiguë*.
Paris, Gallimard, 1955, 222 p..

TONDELLI, Pier Vittorio, *Pao Pao*
(traduction de Nicole Sels). Paris, Seuil, 1985, 158p..

ROY, André, *On sait que cela a été écrit avant et après la grande maladie*. Montréal, Les herbes rouges, 1992, 144p..

Cité libre rencontre ses lecteurs

tous les deuxièmes
jeudis du mois

Nos prochaines
rencontres

LE JEUDI 10 SEPTEMBRE

LE JEUDI 8 OCTOBRE

LE JEUDI 12 NOVEMBRE

Renseignements
et réservations
(514) 527-7719

Planète atomique

KARINE CARRIER

Faire un joli jardin sur un bloc de ciment... Pourquoi pas ! De belles roses en fer, sans épine parce que l'homme qui les soudera ne voudra pas se blesser. Du chou multicolore en plastique duquel on ne s'étonnera pas de voir surgir une tête de poupée. Des tulipes tricotées de laine pure remplies de silicone pour être plus pulpeuses au toucher des

il était agréable de marcher pieds nus après une averse, celui d'aujourd'hui n'aura plus que de vilains cailloux qui entailleront les veines de nos pieds et il sera un cimetière pour les insectes qui ne comprendront pas pourquoi le gazon n'est plus gazon, que la terre n'est plus terre et que les fleurs ne sont plus fleurs. Ils ne pourront pas comprendre, eux, que quelques êtres humains, considérés très intelligents ont compris qu'un jardin de ciment est beaucoup plus économique. Que les dépenses éliminées des pesticides, des insecticides, engrais chimique, etc. feront que les gratte-ciel deviendront des gratte-atmosphère, que les avions seront remplacés par des ponts immenses reliant les continents et qu'ils pourront même construire un ascenseur à étage, du sol au ciel, pour la venue du messie. Oh oui, ils aiment leur Dieu, ce Dieu qui a rempli leurs poches d'un tas de papier vert, bleu, rouge, brun, dont leurs enfants font des mobiles et des dessins; un pommier au devant d'un ciel infini. Ces drôles d'arbustes géants sur lesquels poussent des boules de Noël. Oui, un enfant sera original de colorier des feuilles vertes et un ciel bleu. Les grues remplaceront les boeufs, les chevaux et les éléphants. Évidemment, ce sera une époque comme une autre, expliqueront les historiens : «Un changement radical inexplicable au niveau de la société, tous ensemble ils ont découvert que les jardins étaient inutiles à la vie humaine, qu'ils dépensaient des millions pour les entretenir alors que les gens ne faisaient que marcher dessus. Cela était inconcevable, c'est comparable aux endroits sacrés, ces endroits où on ne peut entrer pieds nus même si Jésus lui-même, n'avait rien de plus, on ne peut marcher sur du gazon que Dieu a glissé sous nos pieds, ce serait marcher sur Dieu, s'essuyer les pieds sur Dieu. C'était tout à fait normal qu'ils les fassent disparaître, ces sols verts, pour soulager Dieu du poids de l'humanité !» Voilà ce que diront les historiens. Tout ce changement se sera effectué en une journée, le temps qu'il faut pour que les gens se rendent compte qu'en ce printemps il n'y a presque plus de gazon sur les sols, que les jolis petits parcs sont devenus des terrasses de béton et que les lilas se font de plus en plus rares. Aujourd'hui les gens s'apercevront que les gens de pouvoir ont retiré le tapis vert qui était déroulé sous les pas du peuple. Mais cette nuit, dans ce long rêve éternel, la terre est un jardin, les tiges se préparent à pousser au-dessus du sol qui en ce moment est encore terre et gazon. Tavaillons tous, en cette nuit, à faire pousser les fleurs, à faire éclore les bourgeons et à souffler des brises, faisons tout cela avant que n'arrive l'aube, défions le temps et fabriquons des jardins. Pour avoir au moins un dernier printemps. ☘

quelques rêveurs qui passeront encore par là. On pourra même déterrer des pommes de terre qui auront déjà une paire de lunettes, un chapeau et des chaussures; on n'osera plus les couper en deux pour imprimer de beaux soleils.

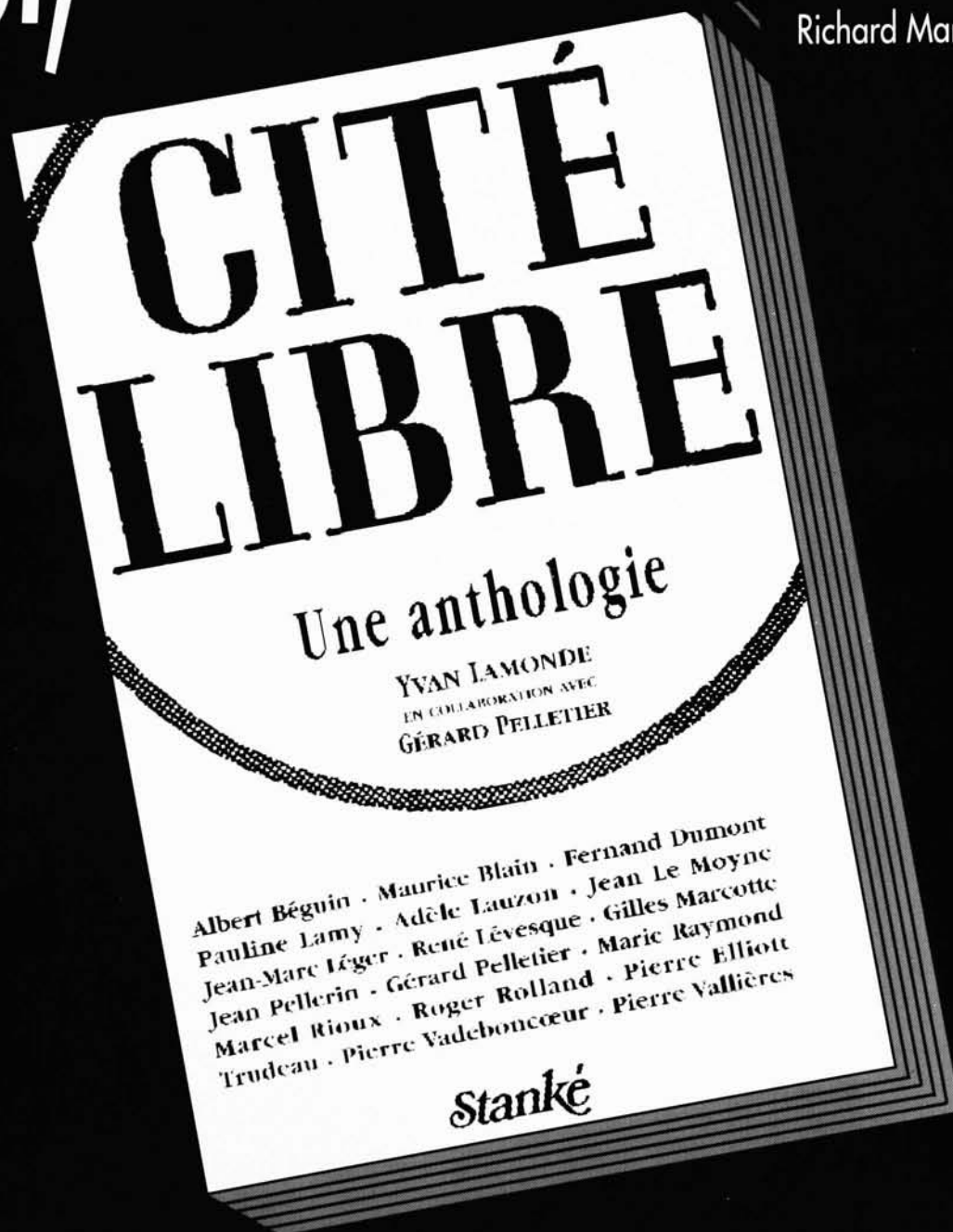
On pourrait peut-être ajouter quelques vers de terre en caoutchouc pour faire paraître le tout plus réel. Pour que notre jardin ressemble encore plus au si joli jardin parfumé d'autrefois, celui où les papillons venaient bénir les fleurs, celui qu'on voyait mourir à l'automne et renaître au printemps, celui où

ILLUSTRATION: GUY FURAT

«Si,

comme moi, vous avez beaucoup entendu parler de *CITÉ LIBRE* mais l'avez peu lue [...], je vous conseille de courir à la librairie du coin et d'acheter *CITÉ LIBRE*, un recueil des meilleurs textes de la revue...»

Richard Martineau
Voir



416 PAGES • EN VENTE PARTOUT • 26,95 \$

Les éditions internationales Alain Stanké, 1212, rue Saint-Mathieu, Montréal (Québec) H3H 2H7

Stanké

Cité libre

RENCONTRE SES LECTEURS

LE 2^e JEUDI DE CHAQUE MOIS

LE JEUDI 10 SEPTEMBRE 1992

Au cours du dîner, on
aura l'occasion d'entendre
un bref exposé sur le
sujet suivant :

«*Entre hier
et demain*»



par
**GÉRARD
PELLETIER**

Journaliste, syndicaliste,
homme politique, diplomate
fondateur de *Cité libre*

Après l'exposé de notre invité, les lecteurs de *Cité libre* pourront lui poser des questions, exprimer leur opinion sur le sujet et même, si ça leur chante, faire la critique du dernier numéro de *Cité libre*.

Retenez vos places aujourd'hui même.

HEURE

À partir de **17 heures 30**, on peut
prendre un apéritif à ses frais.
Le dîner lui-même commence à
18 heures 30 et se termine
à 21 heures 30 précises.

LIEU

LA MAISON EGG ROLL
3966, NOTRE-DAME OUEST
(à l'ouest d'Atwater)
Métro Place-Saint-Henri

AVANTAGES

- ❶ Grande salle moderne pouvant
accueillir 350 convives
- ❷ Stationnement gratuit. À 300 mètres du
Métro Place Saint-Henri
- ❸ Buffet (cuisine du Sechuan,
du Hunan et de Canton, sans monoglutamate
de sodium, et quelques plats canadiens.)

PRIX

20\$ par personne;
10\$ pour les étudiants et les chômeurs

RÉSERVATIONS

Téléphoner au plus tôt à MARC-B. LÉVESQUE
(514) 527-7719

S'il n'est pas là, surmontez votre aversion des machines
et dictez à son répondeur automatique combien de places
vous réservez ainsi que votre nom et votre numéro de
téléphone. Les places étant limitées, on est prié d'avertir
24 heures à l'avance en cas d'annulation.

**Prochaine
rencontre**

LE JEUDI 8 OCTOBRE

Réservez dès maintenant:
(514) 527-7719

